



Kushal Lobine : « La population attend des actes, pas seulement des discours »

Trafic maritime record

La douane face aux nouvelles routes de la drogue

Le Journal du **Dimanche**



ÉDITORIAL

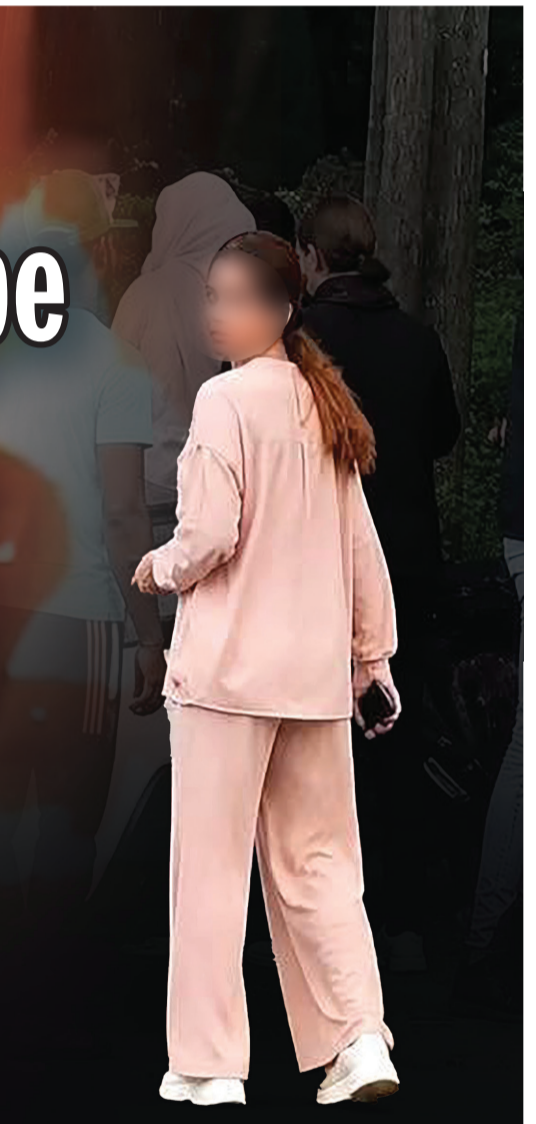
« Chal Ghare »... quand deux visions du monde se croisent dans le chaos

DIMANCHE 24 AU SAMEDI 30 MAI 2026 | N° 1523 | EDITION NUMERIQUE

INCIDENT À CAMP THOREL

La “Panthère rose” échappe toujours à l’arrestation, l’arme reste introuvable

● Terrain de chasse : vers une révocation du bail accordé à Kavish Lutchmeeparsad



BURN-OUT, SOUS-EFFECTIF ET ÉPUISEMENT

Air Mauritius secouée par un rapport inquiétant



Arsenal champion : la victoire de la persévérance





UNE JOURNÉE
POUR LES
PLUS BELLES
MAMANS!

CÉLÉBRONS CELLE
QUI DONNE TOUT, CHAQUE JOUR

Pour Toi Maman



SAMEDI
30 MAI
2026



11H
À 16H

PLAISANCE
SHOPPING VILLAGE

UNE JOURNÉE SPÉCIALE POUR TOUTES LES MAMANS !



SURPRISES ET
CADEAUX
POUR LES
MAMANS



DES MOMENTS
À PARTAGER
AVEC MAMAN



KIDS CORNER
• DIY CARDS
• DIY BOUQUETS



JUSQU'À **-50%**
DE REDUCTIONS

ÉDITORIAL 

Camp Thorel : « Chal Ghare »... quand deux visions du monde se croisent dans le chaos

Les incidents survenus récemment à Camp Thorel ont profondément marqué les esprits. Pas uniquement à cause des affrontements ou des images de violence qui ont envahi les réseaux sociaux, mais surtout parce qu'en quelques minutes de vidéo, c'est tout un miroir de la société mauricienne qui s'est retrouvé exposé au grand jour.

Au-delà du buzz, ces événements ont aussi révélé une réalité souvent présente dans notre pays : celle de plusieurs cultures, plusieurs sensibilités et plusieurs façons de voir le monde qui coexistent dans un même espace. Chacun réagit selon son vécu, son environnement, son éducation et sa manière de comprendre l'honneur, le respect, la colère ou encore la famille. Et c'est précisément ce contraste qui a frappé beaucoup de Mauriciens.

D'un côté, une scène devenue virale : celle de la jeune femme vêtue de rose, surnommée avec ironie par les internautes la « *Pink Princess* ». Filmée en train d'aller chercher une arme tranchante pour la remettre à un membre de son entourage, elle est rapidement devenue malgré elle une figure des réseaux sociaux. Caricatures, détournements humoristiques, commentaires sarcastiques... L'internet s'est emparé de cette image avec une rapidité impressionnante.

Comme si la réalité était devenue un spectacle. Mais derrière les rires et les blagues faciles, cette scène soulève une question beaucoup plus sérieuse : comment une image liée à la violence peut-elle aujourd'hui devenir une source de divertissement collectif ?

Cette banalisation inquiète. Elle montre à quel point certaines réactions violentes peuvent désormais sembler normales pour une partie de la société. Comme dans un film. Comme dans un jeu vidéo. Comme si l'on assistait à une scène fictive et non à une situation pouvant réellement basculer dans le drame. Et pourtant, au milieu de cette agitation, une autre scène a presque été oubliée.

Une femme, parlant en bhojpuri, demandant pardon pour son mari. Une femme qui supplie qu'on arrête. Une femme qui tente de calmer la situation avant qu'elle ne dégénère davantage. On l'entend dire : « *Chal Ghare* » — rentrons à la maison. Deux mots simples. Mais deux mots lourds de

sens. Car dans cette phrase, il n'y avait ni provocation, ni désir d'affrontement. Il y avait la peur. La sagesse. La volonté de protéger sa famille. Cette femme représentait une autre manière de réagir face à la tension : non pas alimenter la confrontation, mais essayer d'éteindre le feu avant qu'il ne consume tout.

Et c'est là que le contraste devient saisissant. Deux scènes. Deux réactions. Deux façons de voir les choses. D'un côté, l'effet de groupe, l'adrénaline, la démonstration de force. De l'autre, le réflexe familial, le calme, la tentative d'éviter l'irréparable. Aucune société n'est uniforme. Maurice encore moins. Notre richesse vient justement de cette diversité culturelle, sociale et humaine. Mais cette diversité peut aussi révéler des visions très différentes de la manière de gérer les conflits.

Le problème n'est donc pas uniquement Camp Thorel. Le vrai problème est plus large. Il concerne notre époque, où les réseaux sociaux transforment rapidement chaque incident en contenu viral. Aujourd'hui, une bagarre devient un meme. Une altercation devient une tendance TikTok. Une arme devient un symbole de buzz.

Le plus inquiétant, c'est que certains jeunes semblent désormais rechercher cette visibilité numérique sans mesurer les conséquences réelles de leurs actes. Être filmé, devenir viral, faire rire internet... tout cela peut donner une illusion de popularité instantanée. Mais derrière les écrans, il y a des familles humiliées, des enfants choqués et des communautés qui se retrouvent divisées.

Pendant que certains riaient des caricatures de la « *Pink Princess* », d'autres parents regardaient probablement ces vidéos avec angoisse. Parce qu'ils savent que derrière le spectacle numérique peut se cacher un véritable drame humain. Et au milieu de ce vacarme moderne, cette phrase continue de résonner : « *Chal Ghare* »

Peut-être que notre société devrait davantage écouter cette voix-là. Celle qui appelle au retour à la maison plutôt qu'à l'escalade. Celle qui rappelle que la vraie force ne se trouve pas toujours dans l'affrontement, mais parfois dans la capacité à empêcher que tout bascule.

TRIBUNE

Curepipe face à l'invasion silencieuse des rats

La ville lumière est aujourd'hui confrontée à une réalité bien moins éclatante. Depuis quelque temps, Curepipe est devenue le théâtre d'une inquiétante prolifération de rats dans plusieurs quartiers de la ville, notamment autour du bazar, des marchés et de certaines rues commerçantes. Une situation qui dépasse désormais le simple problème de nuisance pour devenir un véritable enjeu de santé publique.

Entre les étals, les arrière-cours, les drains et les amas d'ordures, les rats circulent désormais presque au grand jour. Des commerçants comme des habitants dénoncent depuis longtemps cette dégradation progressive de l'environnement urbain. Pourtant, malgré les alertes répétées, le problème semble avoir pris une ampleur alarmante.

Le plus inquiétant reste le risque sanitaire. Avec la leptospirose, maladie transmise notamment par l'urine des rats, les autorités ne peuvent plus se permettre d'attendre. Cette maladie peut provoquer de graves complications et représente une menace réelle dans un environnement où l'insalubrité gagne du terrain. Le problème ne date pas d'hier. Déjà, le bazar avait été fermé temporairement afin de permettre un grand nettoyage. Mais nettoyer sans traiter le fond du problème revient à vider la mer avec une cuillère. Car pendant que certaines opérations ponctuelles sont menées, les rats continuent de proliférer dans plusieurs zones de la ville.

La réalité est visible à l'œil nu : trop de déchets abandonnés, des poubelles débordantes, des drains mal entretenus et parfois une absence flagrante de discipline citoyenne. Certains jettent encore leurs détritres n'importe où, alimentant involontairement ce cercle vicieux.

Mais il serait trop facile de faire porter toute la responsabilité uniquement aux citoyens. La municipalité de Curepipe doit aujourd'hui prendre la pleine mesure de la situation et agir avec urgence. La ville a besoin d'un véritable plan de dératisation à grande échelle, structuré, permanent et rigoureux. Pas seulement quelques interventions symboliques destinées à calmer les critiques pendant quelques jours.

Il faut une stratégie claire : multiplication des opérations de dératisation, nettoyage intensif des drains, contrôles sanitaires renforcés, surveillance des zones sensibles, campagnes de sensibilisation et sanctions contre les dépôts sauvages d'ordures.

Car derrière cette invasion silencieuse se joue aussi l'image même de Curepipe. Une ville historique, longtemps considérée comme l'une des plus agréables du pays, ne peut se permettre de sombrer dans l'insalubrité et l'abandon. Le temps des constats est terminé. Aujourd'hui, il faut agir avant que cette crise sanitaire et environnementale ne prenne une dimension encore plus grave.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Incident à Camp Thorel : la "Panthère rose" échappe toujours à l'arrestation, l'arme reste introuvable

● Terrain de chasse : vers une révocation du bail accordé à Kavish Lutchmeeparsad

Camp Thorel a été le théâtre de violents incidents dimanche dernier, aux alentours de 18 heures. Selon les premiers éléments de l'enquête, les faits auraient débuté après l'intervention du constable Khedun, habitant de la région, qui aurait réprimandé des individus circulant en quad dans le health track du village.

Cette intervention aurait rapidement dégénéré en vive altercation. La tension serait montée d'un cran lorsque plusieurs individus seraient arrivés sur les lieux à bord de différents véhicules.

Au cours des affrontements, le constable Khedun aurait été agressé et blessé à la tête. La situation se serait ensuite fortement détériorée lorsqu'un coup de feu aurait été tiré en l'air par un membre du groupe impliqué, contribuant davantage à l'escalade de la violence.

Furieux, plusieurs habitants de la région ont mis le feu au 4x4 transportant les quads. Un autre van a également été incendié. Une partie des personnes impliquées aurait pris la fuite avant l'arrivée des forces de l'ordre, tandis que d'autres se seraient réfugiées dans une zone boisée. Ce n'est que tard dans la nuit, avec l'assistance de la police, qu'ils ont pu quitter la forêt avant d'être conduits au poste de police.

Une vidéo virale et la polémique autour de la "Panthère rose"

Une vidéo des affrontements a rapidement circulé sur les réseaux sociaux, provoquant une avalanche de réactions et de commentaires. La séquence qui a particulièrement retenu l'attention montre une jeune femme vêtue de rose surnommée depuis la "Panthère rose" par les internautes remettant un objet ressemblant à une arme à un individu déjà en état d'agitation.

À ce stade, les enquêteurs ne sont toujours pas en mesure de déterminer avec certitude s'il s'agissait d'un sabre ou d'une batte de baseball. Selon les informations disponibles, cette jeune femme serait identifiée comme S. Jamalsah, âgée de 29 ans. Toutefois, elle n'a jusqu'ici pas encore été interrogée par



les enquêteurs, ceux-ci précisant que l'arme aperçue dans la vidéo demeure introuvable malgré les recherches effectuées.

Cinq personnes arrêtées

Cinq personnes ont déjà été arrêtées dans le cadre de cette affaire : Ashfaag Jamalsah, Rajen Luchmedu, Julien Bernard, Gérard Céleste et Noorani Jamalsah. Ils font tous face à une accusation provisoire de using firearm to endanger life.

Cependant, nous apprenons que quatre des cinq suspects ont été admis en clinique après avoir présenté des maux à leur retour en cellule policière. Ils avaient auparavant comparu devant le tribunal de Moka dans le cadre des débats relatifs à leur demande de remise en liberté sous caution, à laquelle la police s'était opposée.

Par ailleurs, plusieurs objets liés aux incidents restent toujours introuvables, notamment des armes à feu, un sabre ainsi qu'un taser. Malgré différentes opérations de recherche menées dans la région, aucun de ces éléments n'a pu



être récupéré jusqu'à présent.

Une enquête du CCID toujours en cours

L'enquête, désormais confiée au Central Criminal Investigation Department (CCID), s'articule autour de deux principaux axes : l'usage présumé d'armes lors des affrontements et l'identification des auteurs des incendies et des dégradations commises sur place.

Les enquêteurs s'appuient notamment sur les images du réseau Safe City afin de reconstituer précisément le déroulement des événements et d'identifier les différentes personnes impliquées dans les violences.

Au total, une vingtaine de personnes comprenant témoins et suspects devraient encore être entendues dans les prochains jours. Les investigations se poursuivent activement afin de faire toute la lumière sur cette affaire qui a profondément choqué la région.

Le ministère des Terres envisage de révoquer le bail

Parallèlement à l'enquête policière, le ministère des Terres et du Logement envisagerait également de révoquer le bail de chasse accordé à Kavish Luchmeeparsad, fils de Vidianand Luchmeeparsad, ancien proche du MSM et ex-président de la PSC/DFSC.

Selon les informations recueillies, cette décision ferait suite au non-respect présumé des conditions du bail, notamment concernant la sous-location de la chasse à Noorani Jamalsah.

Cette chasse appartenait autrefois à Bernard Maigrot. Toutefois, à la suite de difficultés financières et de différents problèmes liés à l'exploitation du terrain, celui-ci aurait par la suite été alloué à la famille Luchmeeparsad dans le cadre d'un bail.

Or, selon les premiers éléments recueillis par les autorités, la sous-location présumée de cette chasse pourrait constituer une violation des règlements encadrant les baux accordés sur les terres de l'État. Une vérification serait actuellement en cours afin de déterminer si les clauses du contrat ont effectivement été enfreintes.

Camp Thorel : la mémoire vivante d'un village paisible

Situé au centre de Maurice, Camp Thorel a récemment été au cœur de l'actualité après les incidents survenus dimanche dernier. Des événements qui ont attiré l'attention et suscité de nombreuses réactions à travers le pays. Pourtant, loin des perceptions et des gros titres, Camp Thorel dévoile une autre réalité : celle d'un village calme, profondément attaché à son histoire, à ses traditions et à sa solidarité. Afin de mieux comprendre cette identité souvent méconnue, l'équipe du Journal du Dimanche s'est rendue sur place.



“Avant, ici ti ena zis karo kann”

Très vite, Rakesh replonge dans les souvenirs de son enfance. Il évoque son père, Dhunputh Aukhaj, figure respectée du village. Né le 15 septembre 1926 à Camp Thorel, il fut ancien président du village et membre actif de l'Arya Sabha. « *Mo papa ti konn tou dimounn isi* », raconte-t-il avec fierté.

Comme de nombreux villages du centre de l'île, Camp Thorel s'est développé autour de la culture de la canne à sucre. Pendant longtemps, les champs dominaient le paysage et structuraient entièrement la vie des familles. « *Avant, ici ti ena zis karo kann. Bann dimounn ti travay later* », explique Rakesh. À cette époque, les déplacements se faisaient souvent à pied et les liens entre voisins étaient particulièrement forts.

Ti Lambic : un surnom qui traverse les générations

Mais derrière le nom officiel de Camp Thorel se cache aussi une autre histoire : celle de “*Ti Lambic*”, surnom encore connu des anciens du village. L'avocat Parveen Seebun sourit lorsqu'on lui en parle. « *Kan ou ti dir dimounn lontan ou reste Camp Thorel, dimounn ti pe dir : “Kot fer Ti Lambic sa ?”* », raconte-t-il dans un éclat de rire.

Une référence à une époque où certaines familles fabriquaient artisanalement de l'alcool dans la région, parfois en toute illégalité. Aujourd'hui, ce passé fait partie du folklore local et continue d'alimenter les récits des anciens.

Camp Thorel compte aujourd'hui environ 2 500 habitants. Beaucoup descendent de familles liées à l'industrie sucrière. D'ailleurs, certaines habitudes agricoles sont encore visibles.



« *Ziska zordi ena dimounn pe koup kann kouma lontan* », nous confie l'homme de loi. « *Mais le village a progressivement changé de visage. Les enfants des planteurs sont devenus médecins, avocats, policiers, arpenteurs ou enseignants* », ajoute-t-il. Malgré cette évolution, les habitants disent avoir conservé un esprit de proximité rare dans certaines régions plus urbanisées.

Holi, football et vie de village

Camp Thorel est aussi connu pour ses célébrations de Holi. Chaque année, des habitants venus de différentes régions s'y retrouvent pour célébrer ensemble. « *Mem dimounn lezot kominote vini. Nou fer Holi ansam isi* », explique Me Seebun. Pourtant, les distractions restent limitées. Un health track, une petite salle de sport au village hall et un terrain de football constituent les principaux espaces de rassemblement.

Le fameux health track

En nous dirigeant vers le fameux health track, le silence frappe immédiatement. Le lieu est presque désert. Quelques agents de la SSU sont visibles dans les environs, rappel discret des récents in-



cidents.

Près du terrain de football, des travaux de construction se poursuivent lentement sous le soleil.

Les événements de dimanche dernier ont temporairement modifié l'image extérieure de Camp Thorel. Mais sur place, beaucoup refusent que le village soit résumé à un seul épisode. « *Enn incident pa définir enn village entier* », insiste un habitant qui n'a pas souhaité divulguer son identité.

Car derrière les gros titres, Camp Thorel reste avant tout une communauté attachée à ses racines, à sa tranquillité et à cette solidarité héritée d'une autre époque.

Un village où les anciens continuent de raconter l'histoire des champs de canne, des chemins de terre... et de Ti Lambic.



Dès l'entrée dans le village, le contraste surprend. Ici, pas de tension apparente. Il est midi et Camp Thorel semble vivre au ralenti. Les longues routes traversent les champs encore verdoyants. Au loin, les sons du shivala résonnent doucement dans l'air chaud de la mi-journée. Devant certaines maisons, quelques habitants discutent tranquillement à l'ombre. D'autres observent discrètement le passage des voitures. Malgré les récents événements, la vie semble avoir repris son cours normal. « *Isi enn village bien tranquille* », nous lance timidement Rakesh Aukhaj. D'abord hésitant à parler, il finit par se confier avec émotion sur le village où il est né et a grandi.

Burn-out, sous-effectif et épuisement : Air Mauritius secouée par un rapport inquiétant

Un nouveau "fatigue report" soumis cette semaine à la direction relance les inquiétudes autour des conditions de travail au sein d'Air Mauritius. Entre surcharge opérationnelle, manque d'effectifs et épuisement professionnel, le malaise semble désormais toucher plusieurs niveaux de la compagnie nationale.



Deux lettres internes adressées au Chief Executive Officer d'Air Mauritius, André Viljoen dont une soumise cette semaine et une autre rendue publique au mois de mars relancent les inquiétudes autour des conditions de travail au sein de la compagnie nationale. Les correspondances, provenant notamment d'un Senior Attendant affecté aux opérations bagages, dénoncent un sous-effectif chronique, une surcharge opérationnelle grandissante et des cas répétés d'épuisement professionnel.

Ces nouvelles alertes surviennent dans un climat social déjà tendu, marqué par les revendications syndicales autour d'un nouvel accord collectif et des demandes de transparence sur la stratégie future de MK.

Le service du 7 mars comme symbole du malaise

L'auteur de la lettre relate notamment un service effectué le 7 mars 2026, devenu selon lui révélateur des difficultés quotidiennes rencontrées par les employés de terrain. Prévu de 16 h à 23 h 59, son service s'est finalement prolongé durant plusieurs heures en raison de retards successifs, notamment l'arrivée d'un appareil d'Emirates peu après minuit, suivie d'un vol ATR d'Air Mauritius vers 2 heures du matin.

Contraint de rester bien au-delà de son horaire normal, l'employé dénonce surtout l'absence de renforts malgré les signalements effectués auprès des superviseurs et du Duty Manager. « Les équipes étant invitées à faire face à la situation avec les moyens disponibles », écrit-il.

Selon lui, les agents se retrouvent régulièrement seuls pour gérer des flux de bagages provenant parfois de plusieurs vols regroupés sur un seul convoyeur, compliquant les opérations

et augmentant considérablement la charge mentale et physique.

Refus du "sweet meal"

La lettre évoque également un sujet particulièrement sensible parmi les employés : le refus du repas de nuit, communément appelé "sweet meal", généralement accordé lorsque les employés prolongent leur service après minuit pour des opérations imprévues. Dans le cas du 7 mars, il aurait été indiqué que ce repas ne serait pas accordé, la situation étant considérée comme une « opération planifiée ». Pour l'auteur, cette décision traduit « un manque de reconnaissance » envers des équipes déjà soumises à une forte pression opérationnelle.

Il sollicite une rencontre avec la direction, estimant que les conditions actuelles deviennent « de plus en plus démotivantes » et risquent d'aggraver davantage les cas de burn-out parmi les employés.

Le personnel navigant également touché

Selon plusieurs sources internes, ces constats sont loin d'être isolés. Le burn-out toucherait également le personnel navigant, confronté à une fatigue physique et psychologique croissante.

Enchaînement des rotations, travail pendant les jours de repos, changements fréquents d'horaires, attentes prolongées à l'aéroport et pénurie de personnel figurent parmi les facteurs régulièrement évoqués. Un nouveau "fatigue report" soumis cette semaine à la direction viendrait d'ailleurs confirmer la persistance des inquiétudes liées à la sécurité opérationnelle et à la surcharge de travail dans certains départements.

Les syndicats montent au créneau

Le contexte syndical renforce aujourd'hui la gravité de la situation. Le dernier grand accord salarial remontant à 2018, plusieurs syndicats réclament désormais une revalorisation salariale urgente afin de faire face à la hausse du coût de la vie.

La création récente de l'Air Mauritius Common Platform (AMCP), regroupant plusieurs syndicats de la compagnie, témoigne d'une volonté de mutualiser les forces afin de peser davantage dans les négociations.

Lors d'une conférence de presse tenue à Réduit, Radhakrishna Sadien avait déclaré : « Il ne fait pas sens que le tourisme soit un pilier national et que nous dépendions d'autres compagnies aériennes pour acheminer les touristes vers Maurice. »

Il avait également insisté sur le fait que

« les travailleurs ne doivent pas payer le prix des erreurs des administrations passées ». Le négociateur syndical avait aussi dénoncé le recours à des consultants aux rémunérations élevées et demandé davantage de transparence sur le business plan de MK.

Sous-effectif chronique

Krish Sunnasy, secrétaire général de la Federation of Progressive Unions et membre de l'AMCP, avait expliqué que plusieurs syndicats se sont regroupés afin de travailler « dans l'intérêt de Maurice et de renforcer la compagnie nationale ».

De son côté, Vishal Gajeelee avait mis l'accent sur le sous-effectif qui frappe plusieurs départements. « Dans certains départements, nous étions 15. Aujourd'hui, nous travaillons avec une moitié des effectifs », avait-il affirmé. Selon lui, plusieurs départs enregistrés durant la pandémie n'ont jamais été compensés.

André Viljoen prend personnellement les négociations en main

Face aux critiques et aux tensions grandissantes, la direction d'Air Mauritius a affirmé sa volonté de dialoguer directement avec les syndicats. Lors d'une réunion tenue le 25 mars 2026, il a été annoncé qu'André Viljoen présiderait personnellement les négociations pour un nouvel accord collectif entre la direction et la plateforme syndicale AMCP. Radhakrishna Sadien a qualifié cette rencontre de « très positive » et salué la décision du CEO de « présider toutes les réunions ».

Parallèlement aux discussions sociales, André Viljoen a publié sur

LinkedIn, le 20 mai 2026, les grandes lignes du plan « Air Mauritius 10 Future Fit Game Changer », avec l'objectif affiché de rendre la compagnie plus durable, autofinancée et tournée vers l'expansion de son réseau.

Mais pour plusieurs employés et représentants syndicaux, la réussite de cette stratégie dépendra avant tout de la capacité du management à traiter les problèmes humains devenus urgents : renfort des effectifs, reconnaissance des heures supplémentaires, réduction de la surcharge de travail et amélioration des conditions de travail.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

« Pran ou kritik ale la case » : le double jeu de Paul Bérenger dénoncé

« Chassez le naturel et il revient au galop » : cette phrase s'applique parfaitement à la situation actuelle de Paul Bérenger. Cette semaine encore, il nous a sorti de son chapeau de magicien une énième trouvaille. Mais à y regarder de plus près, ce n'est qu'un vieux refrain qu'il ressasse depuis des années.

Comme à chaque fois qu'il se retrouve sur les bancs de l'opposition, le discours change. Il devient soudainement plus socialiste et se découvre une compassion nouvelle pour la population. Mercredi dernier, puis encore hier face à la presse, il a estimé que le gouvernement dispose aujourd'hui d'une plus grande marge de manœuvre pour soulager la population. Il parle désormais d'inflation et de coût de la vie.

Mais il suffit de relire tous ses discours sur les budgets et les projets de loi de l'année dernière, d'observer ses postures au Parlement, ses réponses à l'opposition et les critiques qu'il balayait d'un revers de main.

Pourquoi Paul Bérenger ne pense-t-il à la population que lorsqu'il est dans l'opposition ?

A-t-on oublié que lorsqu'un journaliste l'avait interrogé à la sortie d'un temple, il avait lancé : « Pran ou kritik, alle la case », à l'issue d'une cérémonie religieuse ?

Et aujourd'hui, le leader maximo voudrait faire croire qu'il est redevenu le sauveur des Mauriciens, qu'il aurait désormais le cœur à la main pour la population. Du grand n'importe quoi ! Puisqu'il faut parler de cœur, rappelons qu'il en a perdu beaucoup au MMM, et que son nouveau logo très contesté tourne justement autour du symbole des mains.

Aujourd'hui dans l'opposition, ce monsieur vient dire que le Budget 2026-2027 devra prioritairement aider la population à faire face à la hausse du coût de la vie et à l'inflation. Pourquoi ne le disait-il pas avant ? Pourquoi, lorsqu'il est au gouvernement, ne tient-il jamais le même langage ? Pourquoi faut-il toujours que Paul Bérenger soit dans l'opposition pour que la population devienne son souci numéro un ?

Pourtant, lorsqu'il est au pouvoir, lorsqu'il occupe le poste de Deputy Prime



Minister, la population semble devenir le cadet de ses préoccupations. Et ce même homme voudrait aujourd'hui faire croire qu'il s'inquiète sincèrement du sort des Mauriciens. Il ne faut pas tomber dans ce piège burlesque et grotesque.

Des mesures pour qui ? Les IPPs

Cette semaine encore, il a ressorti son discours favori : le risque de « rolling blackout », c'est-à-dire des coupures d'électricité ici et là, et la nécessité de prendre des mesures urgentes. Mais des mesures pour qui ? Pour les IPPs ?

Qu'ont fait les barons sucriers durant toutes ces années, sinon bloquer l'entrée sur le réseau de ceux qui ne faisaient pas partie de leur oligarchie ou de leur domination économique ? Voilà ce que sont les IPPs. Et cela, ni Paul Bérenger, ni Joanna Bérenger, ni Chetan Baboolall ne le dénonceront jamais. Aujourd'hui, ils viennent donner des leçons sur ces sujets. C'est à la limite de l'indécence.

Modernisation du port

Le leader du FMP a aussi insisté sur la modernisation urgente du port. Mais que veut-il réellement ? Confier le contrôle des bijoux de famille que sont la Mauritius Port Authority ou la Cargo Handling Corporation à des compagnies proches du secteur privé ? Si le secteur privé était réellement sérieux, il aurait racheté l'ex-Development Works Corporation (DWC) pour en faire un modèle de réussite économique.

Mais une partie du secteur privé mauricien agit comme une sangsue : pour se nourrir, elle mord sans douleur apparente. Une fois accrochée, elle peut absorber jusqu'à cinq fois son propre poids en sang. Voilà ce qu'est devenu ce secteur privé qu'il faudrait constamment nourrir de mesures budgétaires et de facilités.

Celui qui a encaissé de l'argent durant la période du Covid sans toujours le rembourser correctement une fois les affaires relancées. Celui qui a déjà sécurisé une partie de ses capitaux à l'étranger.

Nouveau flirt avec le MSM

Ce qui est incroyable, c'est qu'aujourd'hui, après tout ce qu'il a pu dire sur le MSM, Paul Bérenger estime désormais que le gouvernement ne peut pas continuellement attribuer la situation actuelle au parti de Pravind Jugnauth et de Kobita Jugnauth. Faut-il alors mettre les écarts dénoncés sur le dos du « Parti Malin » ? Certainement pas.

Il suffit pourtant de revoir chacune de ses interventions lorsqu'il siégeait au gouvernement pour constater à quel point il critiquait alors le MSM.

Aujourd'hui, confronté au départ de

plusieurs militants et à un manque évident de solutions, le leader maximo tente une nouvelle gymnastique politique, dont lui seul a le secret, afin d'imposer une vision économique proche de l'oligarchie. Au passage, il tente surtout de récupérer un électorat désabusé par lui-même et son équipe.

Il faut dire qu'entre lui-même, Joanna Bérenger et Chetan Baboolall, la mayonnaise ne prend pas. Au contraire, elle semble tourner.

Que peut-on attendre de plus ? Cela a toujours été une trajectoire en zigzag depuis que Paul Bérenger fait de la politique. Lorsqu'il est au gouvernement, il garde les yeux rivés sur les bancs de l'opposition ; lorsqu'il est dans l'opposition, il brûle tout ce qu'il adorait au gouvernement.

Le pays mérite mieux que cette instabilité permanente. Nous ne sommes plus à l'époque où l'on pouvait dire : « Bravo Paul, nous sommes fiers de ton succès ». Cette formule ne fonctionne plus.

Aujourd'hui, il faut regarder l'avenir en face : les défis économiques, l'intelligence artificielle, l'économie bleue et les nouveaux piliers de croissance qu'il faudra bâtir. Le temps des discours servant uniquement les intérêts économiques d'une certaine classe doit prendre fin.

C'est précisément le défi auquel s'attelle chaque jour le gouvernement dirigé par Navin Ramgoolam. Et cela, Paul Bérenger l'a compris. C'est aussi pourquoi il est parti : parce que ce n'était pas son agenda qui était sur la table, mais celui du gouvernement et du peuple.

Le courage d'Adrien Duval qui accuse Paul Bérenger d'hypocrisie

Le whip de l'opposition, Adrien Duval, n'a pas mâché ses mots à l'égard de Paul Bérenger. Il accuse le leader du FMP d'hypocrisie en pointant du doigt son comportement contradictoire à l'Assemblée nationale.

Adrien Duval reproche à Bérenger de se présenter comme un défenseur de la démocratie tout en ayant adopté, lorsqu'il était au gouvernement, des pratiques qu'il qualifie d'antidémocratiques et de domination de la scène parlementaire. Il évoque notamment la question du temps

de parole accordé à l'opposition et dénonce un « fait acquis » qui priverait certains députés, y compris lui-même, de la possibilité de s'exprimer.

Le dirigeant bleu affirme que Bérenger, loin d'être un exemple, « en a fait le plus grand bully au Parlement » et qu'il est aujourd'hui « le plus antidémocrate au Parlement ». Il souligne également l'injustice de voir d'autres parlementaires parler à sa place et estime que le principe d'égalité dans le temps de parole est régulièrement bafoué.

« Kan sa l'envie kozé pran twa ! » : Nandanee Soornack au cœur d'un violent lynchage numérique

On l'avait presque oubliée. Non pas par ignorance, mais parce que, pour beaucoup, son nom reste associé à une période sombre de la vie politique mauricienne. Pourtant, Nandanee Soornack tente aujourd'hui de revenir au-devant de la scène. Ce retour oblige à revisiter son parcours, le rôle qu'elle a joué et les torts qu'on lui impute, là où ses actes et leur perception publique demeurent les plus parlants.

« Sa vie privée ne nous intéresse pas »

D'emblée, un observateur politique rappelle qu'il convient de préciser que « sa vie privée ne nous intéresse pas » et que « ni son ascension dans la vie, ni ce qu'elle appelle sa descente ne nous interpellent ». Dans un pays de 1,3 million d'habitants, « chacun a ses problèmes » et « Nandanee Soornack est un cas parmi tant d'autres ». Ce n'est donc ni la femme, ni son intimité qui sont en cause, mais plutôt l'usage politique, symbolique et médiatique de sa personne.

L'illusion d'un pouvoir parallèle

Au summum de son influence, « Nandanee Soornack a fait croire à plusieurs personnes qu'elle avait des pouvoirs qu'en réalité, elle n'en avait pas ». Elle aurait voulu faire croire « que le centre du pouvoir était autour d'elle et qu'elle était le pouvoir, ce qui n'était pas vrai ». De cette construction est née une véritable cour autour de sa personne. Beaucoup ont commencé à croire qu'il fallait graviter autour d'elle pour bénéficier de certains privilèges ou avantages. C'est là, selon plusieurs observateurs, une première faute politique : avoir entretenu, voire encouragé, l'illusion d'un pouvoir parallèle au détriment des institutions.

« Elle a fait plus de tort que de bien »

Une autre critique vise directement son rôle au sein du Parti Travailleiste. « Nandanee Soornack a mal utilisé sa présence comme agent du Parti Travailleiste. Elle a fait beaucoup plus de tort qu'elle n'a servi cette formation politique. » Cer-



tains vont même plus loin en estimant que les défaites électorales de 2014 et 2019 portent fortement l'empreinte des dérives associées à son influence. Selon cet observateur, « sans ses excès et ses dérives, jamais le MSM ne serait revenu au pouvoir ».

Une analyse évidemment discutable politiquement, car une défaite électorale ne repose jamais sur une seule personne. Mais cette perception révèle une réalité importante : dans l'imaginaire collectif d'une partie de l'électorat, Nandanee Soornack a fini par incarner les excès du pouvoir, les abus de proximité et une certaine arrogance politique de l'époque.

Une tentative de retour qui passe mal

Selon plusieurs observateurs, à chaque période difficile, Nandanee Soornack tenterait de revenir sur le devant de la scène afin de regagner la sympathie de la population. Mais cette fois-ci, la stratégie semble ne pas avoir produit l'effet espéré.

Il est notamment souligné que, lors des émissions radios du samedi matin, très peu d'intervenants ont pris sa défense. Le fossé entre sa volonté de revenir au centre du débat public et la méfiance d'une partie de la population semble aujourd'hui encore plus profond. « Les Mauriciens savent ce qu'elle représente »,

affirme un observateur politique, évoquant le tort causé, selon lui, au pays, au Parti Travailleiste et même à l'ancien Premier ministre sur le plan humain et politique.

« Une page tournée »

Dans cette tentative de retour, Nandanee Soornack mise une nouvelle fois sur l'exposition médiatique à travers interviews, apparitions et chansons. « Qu'elle fasse ses chansons et ses interviews si elle estime être une rock star. Qu'elle aille raconter son histoire dans les grands magazines européens. Mais ici, on connaît la vérité », affirme cet observateur.

L'image utilisée est particulièrement dure : celle d'une ancienne figure influente devenue aujourd'hui une « has-been » refusant d'accepter sa mise à l'écart. « C'est une page que la population a tournée. C'est une page que le Parti Travailleiste a brûlée », ajoute-t-il.

Plusieurs voix soutiennent également que le Parti Travailleiste aurait perdu, au fil des années, plusieurs éléments valables à cause du climat créé autour de Nandanee Soornack et de l'influence qu'on lui prêtait. « Beaucoup ont quitté alors qu'elle n'était officiellement rien », souligne un politicien.

Au-delà de la sévérité du jugement, ce discours traduit surtout le malaise qu'aurait provoqué l'impression d'un

cercle d'influence informel gravitant autour du pouvoir.

« Le pays ne veut pas d'une version 2.0 »

Aujourd'hui, certains reconnaissent qu'elle puisse avoir des problèmes administratifs ou personnels à régler. Mais ils estiment également qu'elle ne doit plus entraîner le pays dans des polémiques sans fin. « La population respire et on ne veut pas vivre une Nandanee Soornack 2.0 », lance un observateur.

La recommandation qui lui est adressée est claire : faire preuve de discrétion. « Elle ne peut plus agir comme en 2013 ou 2014, lorsqu'on voyait sa voiture stationnée sur le parking réservé aux juges de la Cour suprême. Tout cela a donné une très mauvaise image du pays », affirme-t-il. Ces scènes, largement commentées à l'époque, ont contribué à alimenter l'idée de passe-droits et d'une proximité excessive avec certaines sphères du pouvoir.

S'il y a une leçon à retenir pour la classe politique comme pour ceux qui gravitent autour du pouvoir, c'est peut-être celle-ci : aucun individu ne peut durablement se substituer aux institutions. Toute tentative de personnaliser excessivement le pouvoir finit presque toujours par se retourner contre ceux qui l'exercent, comme contre ceux qui pensent pouvoir en profiter.

« Maurice doit se préparer à un choc économique », avertit FMP

Le leader du Front Militant Progressiste, Paul Bérenger, estime que la stabilisation récente de la roupie depuis 2024 offre au pays une marge de manœuvre importante dans la préparation du Budget 2026/2027. Selon lui, cette conjoncture économique doit être mise à profit pour alléger la pression qui pèse sur les ménages, durement affectés par la hausse du coût de la vie.

Intervenant lors d'une conférence de presse consacrée aux enjeux budgétaires et à la réforme de la Basic Retirement Pension, Paul Bérenger a toutefois nuancé ce constat en soulignant que les fluctuations monétaires récentes demeurent préoccupantes, malgré une tendance globale à la stabilisation.

Pour l'ancien Premier ministre adjoint, l'urgence est claire : protéger le pouvoir d'achat des Mauriciens. Il plaide ainsi pour des mesures concrètes dans le prochain budget afin de limiter l'impact de l'inflation sur les familles.

Il appelle également à un renforcement de la Competition Commission of Mauritius, qu'il considère comme un outil essentiel pour mieux encadrer les pratiques commerciales et favoriser une concurrence plus équitable sur le marché local.

Selon lui, une régulation plus stricte permettrait de réduire les distorsions de prix et d'améliorer l'accès des consommateurs à des biens et services à des coûts plus raisonnables.

Énergie, port et intelligence artificielle au cœur des inquiétudes

Paul Bérenger a également tiré la sonnette d'alarme sur plusieurs secteurs stratégiques. Il considère la question énergétique comme l'une des principales vulnérabilités de l'économie mauricienne et appelle à l'intégration de mesures fortes dans le prochain budget afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique et de mieux maîtriser les coûts.

Le secteur portuaire a aussi été au centre de ses préoccupations. Il le décrit comme un levier stratégique pour les



importations et exportations du pays, regrettant un manque de réactivité des autorités face aux défis logistiques et économiques actuels.

Le leader du MMM insiste par ailleurs sur la nécessité d'anticiper les transformations du marché du travail liées à l'intelligence artificielle. Selon lui, le Budget 2026/2027 doit impérativement intégrer une vision à long terme afin d'adapter l'économie aux mutations technologiques qui s'accroissent à l'échelle mondiale.

Pour Paul Bérenger, la situation économique du pays exige désormais des décisions rapides, structurées et courageuses. « L'heure est grave », a-t-il déclaré, appelant le gouvernement à faire du prochain budget un véritable exercice de correction, de stabilisation et de préparation de l'avenir.

Law and Order : « La police a subi des dégâts considérables »

Abordant la question du law and order, Paul Bérenger estime que le pays aurait dû investir davantage dans les forces de l'ordre ainsi que dans le système pénitentiaire.

« Anou dir franc, la police pendant sa 10 ans-la inn subir bann dégâts considérables. Zordi FCC pe aret 4-5 top dimounn dan la police, mais sa pa'nn tomb depi le ciel. Depi 10 ans keksoz pe pouri. Nou ti bizin fer bokou plis », a-t-il lancé.

Il rappelle également que ces désaccords figuraient parmi les raisons qui l'avaient conduit à quitter son poste de Premier ministre adjoint.

Budget : Roshi Bhadain réclame des mesures urgentes pour sauver le pouvoir d'achat



À l'approche du Budget 2026/27, le leader du Reform Party, Roshi Bhadain, est monté au créneau pour critiquer sévèrement la gestion économique du gouvernement. Lors d'une conférence de presse tenue hier, il a dénoncé ce qu'il considère comme une absence de réformes concrètes face aux difficultés grandissantes rencontrées par les ménages mauriciens.

Pour le leader du Reform Party, le véritable problème réside surtout dans l'essoufflement de l'économie et l'érosion du pouvoir d'achat. Selon lui, la classe moyenne continue de s'appauvrir sous le poids combiné de l'endettement, de la hausse du coût de la vie et de la baisse progressive de la consommation.

« Le revenu des ménages est désormais absorbé par le remboursement des crédits. Après avoir payé les emprunts, l'électricité, l'essence et les dépenses fa-

miliales, il ne reste presque plus rien », a-t-il déclaré.

Parmi les mesures proposées par le Reform Party figurent une hausse du seuil d'enregistrement à la TVA pour soutenir les PME, une baisse des taxes sur les carburants ainsi que la suppression des taxes sur les véhicules hybrides afin de réduire la dépendance énergétique du pays.

Interrogé sur la polémique entourant une supposée création monétaire de Rs 83 milliards, relancée récemment après des déclarations de l'ancien ministre des Finances Renganaden Padayachy, Roshi Bhadain a affirmé ne pas croire à un véritable « printing of money ». Il a rappelé que la Bank of Mauritius avait déjà précisé que toutes les données monétaires officielles demeurent accessibles à travers ses bulletins statistiques mensuels.

Kushal Lobine : « La population attend des actes, pas seulement des discours »

● « Le bracelet électronique peut aider à désengorger les prisons. »

Hausse du coût de la vie, perte du pouvoir d'achat, frustrations populaires, tensions sociales, drogue, gouvernance, réforme économique. À l'approche du Budget 2026-2027, Kushal Lobine appelle à une rupture avec les logiques économiques traditionnelles et les cadres dictés de l'extérieur.

Le leader du Nouveau Démocrate plaide pour une refonte du modèle économique et institutionnel du pays, tout en lançant plusieurs avertissements sur le malaise grandissant au sein de la population.

■ **Avec l'approche du Budget 2026-2027, pensez-vous que le pays doit être gouverné selon les évaluations de Moody's ou avant tout selon les réalités et les attentes des Mauriciens ?**

Je pense que le débat est fondamental. Un pays souverain ne peut pas se contenter de suivre aveuglément des agences de notation ou des institutions financières internationales. Bien sûr, Moody's a un rôle à jouer, mais elle reste une agence privée qui évalue selon ses propres critères. Elle ne peut pas déterminer le modèle économique de notre pays. Le FMI est également un partenaire, mais cela ne signifie pas que nous devons renoncer à notre indépendance économique.

Le Budget doit être construit avant tout pour les Mauriciens. Il doit répondre aux questions essentielles du pouvoir d'achat, de la vie chère, de l'emploi et de la stabilité sociale.

Il est nécessaire de sortir d'un modèle où les choix économiques sont dictés de l'extérieur et d'évoluer vers un modèle plus humain, en symbiose avec la nature. Maurice doit retrouver une souveraineté économique réelle. Cela implique de repenser notre approche du développement, encore trop influencée par des modèles hérités du passé colonial et du néolibéralisme. Nous devons oser un nouveau modèle économi-



que, plus humain et plus équilibré, dans lequel l'État joue pleinement son rôle stratégique.

■ **Ce sont des changements de fonds, mais quelles devraient être les mesures prioritaires selon vous ?**

Il est primordial de mettre l'accent sur la protection du pouvoir d'achat. Il faut également créer des emplois porteurs de valeur et investir massivement dans le "upskilling" afin de préparer la main-d'œuvre aux défis futurs.

Le soutien aux PME aussi est essentiel. Il faut également encourager l'entrepreneuriat et renforcer les secteurs traditionnels, tout en les modernisant, notamment le textile en le réorientant vers le haut de gamme.

« L'intérêt du pays passe avant toute logique de poste ou d'alliance »

Le secteur financier doit aussi être consolidé, mais dans un cadre transparent et mieux régulé.

Il est impératif de promouvoir davantage le mérite et de combattre la bureaucratie qui freine souvent l'efficacité et l'innovation. La fonction publique reste trop souvent enfermée dans des schémas rigides, ce qui limite les réformes nécessaires. Il faut sortir de cette zone de confort et favoriser une

culture de performance et de responsabilité.

Il est également essentiel de renforcer la transparence dans les mécanismes de régulation et de nomination, afin de restaurer la confiance des investisseurs et du public.

Pour moi, ce Budget doit être un véritable budget de relance, mais aussi de réformes structurelles. Il ne suffit pas de consolider les finances publiques, il faut lancer de grands chantiers nationaux capables de transformer durablement l'économie et de préparer le pays aux défis futurs.

■ **Depuis le départ de Paul Bérenger, beaucoup s'interrogent sur l'équilibre au sein de l'alliance gouvernementale. Comment analysez-vous la situation actuelle du gouvernement ?**

Nous avons été élus par le peuple pour une mission bien claire. Au Nouveau Démocrate, nous ne sommes pas venus pour demander un nombre de postes ministériels ou des nominations ; nous sommes venus pour défendre et sauver la démocratie. La population, notamment les jeunes, a été étouffée pendant les dix dernières années.

À mon humble avis, nous avons apporté une certaine fraîcheur dans le débat politique. Notre priorité reste la stabilité du pays et les attentes de la population. Nous avons pris des engagements auprès de la population à travers notre programme. Nous disposons d'un mandat de cinq ans pour les réaliser. Nous ne sommes qu'à un an et demi de gouvernance. Nous devons nous assurer de respecter nos engagements envers le peuple. Nous avons un contrat moral avec la population. Il est essentiel de le respecter.

■ **Une partie de la population estime que plusieurs décisions prises par le gouvernement s'éloignent des promesses électorales faites durant la campagne. Comment répondez-vous à cette frustration grandissante du peuple ?**

Cette frustration est légitime. Quand une population vote, elle attend des résultats concrets. Si elle a le sentiment que les engagements ne sont pas respectés, elle exprime naturellement son mécontentement.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

« Il n'y a pas question de quitter le navire »

Le rôle des responsables politiques est d'écouter ce message, pas de le minimiser. Il faut être honnête avec la population, reconnaître les difficultés et surtout agir rapidement.

■ **Vous avez récemment déclaré que "le poste est secondaire, mais le mandat envers la population est essentiel". Faut-il comprendre qu'à un certain moment, si le gouvernement ne respecte plus ses engagements, vous pourriez envisager de quitter le navire ?**

Non, il n'y a pas question de quitter le navire. Ce que je veux dire est simple. L'intérêt du pays passe avant toute logique de poste ou d'alliance.

Mais quitter pour quitter n'est pas une solution. Le plus important est de défendre les engagements pris envers la population. Dans une démocratie, le débat est normal, les divergences aussi. L'essentiel est de rester fidèle aux principes et au mandat donné par les citoyens.

■ **Les récents incidents de Camp Thorel ont ravivé les inquiétudes autour de la fragilité du tissu social mauricien. Pensez-vous que le pays traverse aujourd'hui une crise plus profonde sur le plan du vivre-ensemble et du maintien de l'ordre ?**

Je n'irai pas aussi loin mais je dois avouer qu'il y a clairement un problème d'incivisme dans le pays. Cela reflète un besoin de renforcement de l'éducation civique et du respect des règles de base.

On ne peut pas accepter certaines dérives dans l'espace public. On ne peut pas accepter que des gens circulent avec des armes en public. C'est inacceptable. Le respect des autres, des institutions et de la loi doit être réaffirmé. Cela commence dès l'école avec une véritable éducation civique.

■ **La question du "law and order" revient régulièrement dans les débats publics, notamment avec la montée de la violence et du sentiment d'insécurité dans certaines régions. Selon vous, les autorités sont-elles aujourd'hui dépassées par la situation ?**

Je ne pense pas que les autorités soient totalement dépassées. La police fait son travail, parfois dans des conditions difficiles. En ce qu'il s'agit des incidents à Camp Thorel, je dois saluer la police et le Commissaire de Police qui ont géré l'affaire avec tact.

Cela dit, il est important de rappeler que



« On ne peut pas accepter que des gens circulent avec des armes en public »

le maintien de l'ordre repose aussi sur le respect strict de la loi. Voyager avec des armes ou les porter dans des lieux publics est strictement interdit et doit être fermement condamné. L'État de droit doit être appliqué sans faiblesse.

La justice doit également faire son travail. Si tous les mécanismes fonctionnent correctement alors chaque dérive doit pouvoir être traitée et sanctionnée dans le cadre légal.

L'enjeu n'est pas seulement répressif, il est aussi préventif. Il faut renforcer la discipline sociale, l'éducation civique et la responsabilité individuelle afin d'éviter que ce type de situation ne se reproduise.

■ **Nos prisons font face à une grave situation de surpopulation et plusieurs cas suspects, voire de "foul play", ont récemment été évoqués. En tant que légiste, quel regard portez-vous sur cette réalité carcérale et quelles réformes préconisez-vous ?**

La situation carcérale est très préoccupante. C'est dommage de constater les conditions actuelles dans les prisons, au point où même le métier de gar-

de-chiourme peine à attirer des candidats. Sur environ 100 postes vacants, seuls une quarantaine ont été pourvus, et parmi ceux recrutés, plusieurs ont déjà quitté leurs fonctions après seulement deux ou trois mois.

Il faut aussi rappeler que la surpopulation carcérale est en grande partie liée au nombre élevé de détenus en détention préventive, alors que la présomption d'innocence pèse toujours sur beaucoup d'entre eux. Je l'ai dit et répété, le bracelet électronique est une solution importante pour réduire la pression sur le système carcéral. Mais, l'Attorney General considère que ce n'est pas une priorité à ce stade.

■ **Beaucoup pointent du doigt l'expansion du trafic de drogue et de la criminalité. Comment lutter efficacement contre ce fléau qui semble prendre de plus en plus d'ampleur ?**

La drogue est un combat national, pas un débat politique. Elle touche toutes les communautés.

Depuis dix ans, on n'a pas vu de changement significatif dans la lutte contre la drogue. Le NADC a aujourd'hui un rôle central et essentiel à jouer dans cette bataille nationale.

Il faut également s'inspirer des expériences internationales, sans tabou, afin d'adapter les politiques à notre réalité locale. Il est particulièrement inquiétant de constater que de plus en plus de jeunes sombrent dans la drogue, et que la toxicomanie touche

« Il y a clairement un problème d'incivisme dans le pays »

désormais des catégories de plus en plus jeunes. C'est une situation préoccupante qui nécessite une réponse urgente et coordonnée.

La toxicomanie ne peut pas être combattue uniquement par la répression. Il faut aussi investir massivement dans la prévention, l'éducation et l'accompagnement des jeunes afin d'éviter qu'ils ne basculent dans la dépendance.

■ **Comment décririez-vous vos relations politiques, notamment au sein de l'alliance ? et avec le Ministre Richard Duval ? Le courant passe-t-il réellement entre vous deux ?**

J'ai une relation cordiale avec tout le monde, qu'il soit au sein de l'alliance, dans l'opposition parlementaire ou même extra parlementaire. En politique, les relations humaines existent au-delà des divergences. Il peut y avoir des désaccords sur des idées. C'est tout à fait normal dans une démocratie. Pour moi la camaraderie dépasse les clivages politiques.

Au Nouveau Démocrate, nous croyons à un débat d'idées fondé sur l'intérêt général. Notre démarche repose sur l'écoute, la discussion et la recherche de solutions concrètes pour le pays.

■ **À l'approche des prochaines échéances électorales, quelle est aujourd'hui la stratégie du Nouveau Démocrate ? Le parti privilégie-t-il une aventure en solo ou reste-t-il ouvert à certaines alliances politiques ?**

Le Nouveau Démocrate est un parti en construction, avec une forte base jeune et dynamique. Une grande partie de nos membres sont jeunes, et certains sont encore à l'université. Nous sommes présents sur plusieurs régions du pays et nous continuons à structurer nos cellules.

Nous ne cherchons pas à être un parti qui "montre ses muscles". Nous devons continuer à grandir. Nous recevons d'ailleurs un très bon accueil sur le terrain. Mais je peux vous dire que nous sommes convaincus que nous aurons un rôle important à jouer lors des prochaines élections. Nous serons un acteur important.

Trafic maritime record : la douane face aux nouvelles routes de la drogue

● « Les réseaux criminels utilisent aujourd'hui des méthodes de plus en plus sophistiquées. » Hector Tuyau

Entre flux commerciaux records, manque d'effectifs et réseaux criminels internationaux, les autorités douanières doivent aujourd'hui gérer un défi sécuritaire d'une ampleur inédite. Derrière la croissance spectaculaire des activités portuaires et du bunkering, les craintes autour de l'introduction de drogues et de marchandises illicites se multiplient. Car malgré les scanners et les contrôles ciblés, tous les conteneurs ne peuvent être inspectés intégralement.

Au mois de mars, Port-Louis a enregistré 294 escales de navires dédiées au ravitaillement, contre 207 le mois précédent, soit une hausse de 42 % en un seul mois. Dans le même temps, les volumes de carburant distribués sont passés de 69 680 tonnes à 109 708 tonnes. Cette progression rapide illustre le rôle grandissant du port dans la chaîne logistique énergétique régionale.

Cette tendance n'est pas totalement nouvelle. Le pays avait déjà bénéficié des perturbations provoquées par les tensions en mer Rouge, notamment en raison des attaques des rebelles houthis. À cette période, de nombreux navires avaient contourné les zones à risque, entraînant une augmentation importante des escales et des opérations de bunkering. Les ventes de carburant avaient alors quasiment doublé en l'espace d'un an, confirmant la capacité du port à absorber des flux maritimes détournés.

La douane face au casse-tête des conteneurs suspects

Avec l'augmentation constante du trafic maritime et l'arrivée quotidienne de centaines de conteneurs, une interrogation revient avec insistance : les autorités disposent-elles réellement des moyens nécessaires pour contrôler l'ensemble des cargaisons entrant sur le territoire ?

Derrière les scanners, les inspections ciblées et les procédures douanières, plusieurs sources reconnaissent une



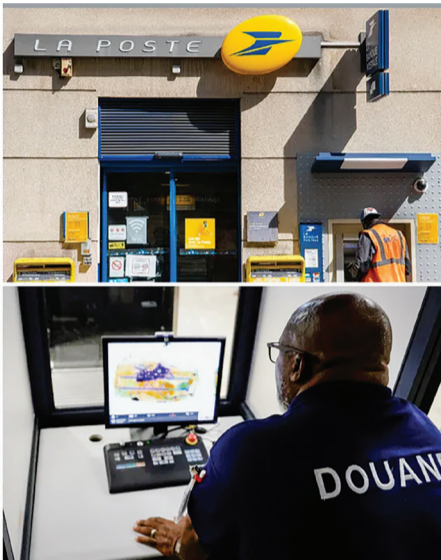
réalité bien plus complexe. Faute de ressources humaines suffisantes, tous les conteneurs ne peuvent être fouillés systématiquement.

Dans les coulisses du système douanier, le mot d'ordre est désormais la « gestion du risque ». Concrètement, les officiers procèdent à un ciblage basé sur plusieurs critères jugés sensibles : nouveaux importateurs, cargaisons incohérentes, itinéraires suspects ou encore opérateurs ayant déjà été impliqués dans des cas de fausses déclarations.

Des contrôles souvent partiels

« Il est impossible de vérifier chaque conteneur à 100 % », confie une source hautement fiable. Le pays compterait actuellement entre 800 et 900 douaniers pour assurer à la fois les opérations portuaires et aéroportuaires. Un effectif jugé largement insuffisant face au volume croissant de marchandises transitant chaque semaine.

Ainsi, lorsqu'un importateur attire l'attention des autorités notamment après



des irrégularités ou des antécédents douteux son conteneur peut être ouvert et inspecté de manière approfondie. Mais dans de nombreux cas, seules certaines parties de la cargaison sont contrôlées.

Cette situation alimente les inquiétudes concernant l'introduction de produits prohibés, notamment les drogues. Selon notre informateur, des substances illicites peuvent être dissimulées au fond des conteneurs, derrière des marchandises parfaitement légales, compliquant davantage le travail des inspecteurs. « Dans ce contexte, la hausse du trafic maritime représente un défi sécuritaire majeur pour les autorités douanières », souligne-t-on.

Le danger vient aussi de la mer

Le rapport de la commission d'enquête sur la drogue présidée par l'ancien juge Paul Lam Shang Leen, soumis en juillet 2018, insistait déjà sur la nécessité de mieux surveiller les mouvements des embarcations privées.

Le document évoquait notamment l'absence de contrôle réel des yachts, speedboats et catamarans capables d'effectuer des trajets vers Madagascar ou La Réunion. La création de marinas sous surveillance de la National Coast Guard (NCG) était alors présentée comme une piste sérieuse pour mieux contrôler les déplacements de ces embarcations puissantes.

Pour plusieurs anciens enquêteurs antidroque, la situation reste extrêmement préoccupante. « Une multiplication des saisies de drogue ne sous-entend nullement qu'il y aura une éradication de la drogue dans le pays. Bien au contraire. Les trafiquants qui échappent

aux mailles du filet trouveront toujours un moyen d'écouler leurs cargaisons », fait ressortir un ancien haut gradé de l'Adsu.

Selon lui, la réalité géographique complexe considérablement la mission des autorités. « Le pays est entouré par la mer. Il sera impossible de surveiller chaque zone maritime à 100 %. La drogue continuera à entrer par voie maritime », insiste-t-il.

« La réponse nationale doit devenir plus intelligente et mieux coordonnée. »

L'ancien Assistant Superintendent of Police (ASP) Hector Tuyau estime pour sa part que le pays fait désormais face à une criminalité organisée beaucoup plus sophistiquée.

« Nous sommes confrontés à des réseaux qui utilisent plusieurs pays, plusieurs routes, plusieurs intermédiaires et des méthodes de dissimulation de plus en plus élaborées », explique-t-il.

Il rappelle que le Global Organized Crime Index 2025 décrit clairement le pays comme un point de transit important pour des réseaux internationaux impliqués dans le trafic d'héroïne, de cocaïne et de drogues synthétiques.

Le rapport évoque également des connexions avec Madagascar, l'Afghanistan, l'Afrique orientale et australe ainsi qu'avec plusieurs routes internationales. Le trafic de drogues synthétiques y est présenté comme solidement implanté, avec des ramifications vers Hong Kong, la Chine, l'Allemagne et les Émirats arabes unis.

Pour Hector Tuyau, cette réalité confirme que le problème dépasse largement le cadre local. « Le phénomène est aujourd'hui transnational, financier et hautement organisé », affirme-t-il.

L'ancien responsable de l'Adsu estime qu'il devient impératif de remonter jusqu'aux véritables têtes pensantes des réseaux, de suivre les flux financiers, saisir les avoirs criminels, identifier les sociétés-écrans, renforcer la coopération internationale et protéger les institutions contre toute forme d'infiltration.

« Si les réseaux criminels se sont modernisés, notre réponse nationale doit, elle aussi, devenir plus intelligente, plus coordonnée et plus courageuse », conclut-il.

Jamie Cartick : « Croire qu'un monde sans drogue est possible relève de l'utopie »

À l'heure où Maurice ouvre le débat sur la réforme du cannabis à travers les consultations nationales de la NADC, la question de la drogue revient au centre des préoccupations. Réduction des risques, santé publique, criminalisation et trafic : le dossier dépasse largement le cannabis et révèle les limites du modèle actuel. Pour Collectif Urgence Toxida, il devient urgent de repenser la politique antidrogue du pays. Sa directrice, Jamie Cartick, plaide pour une approche plus humaine, scientifique et inclusive.

■ **La NADC a amorcé une vaste réforme autour du cannabis avec plusieurs scénarios à l'étude. Craignez-vous que le débat dévie des véritables enjeux de santé publique ?**

La question des drogues est avant tout un enjeu politique, économique et social. À Maurice comme ailleurs, certains consommateurs sont souvent stigmatisés alors que d'autres substances comme l'alcool ou le tabac restent socialement acceptées malgré leurs effets nocifs.

« La guerre contre la drogue cause plus de dégâts qu'elle ne résout de problèmes »

Le débat autour de la légalisation du cannabis soulève aussi des inquiétudes économiques et sociales. Certes, le cannabis pourrait générer des revenus importants, mais cela reste une drogue avec des impacts réels sur la santé publique. Nous devons être prudents pour éviter qu'un système purement capitaliste ne profite uniquement à de grands intérêts privés.

Certaines communautés marginalisées, comme la communauté rastafari,

risqueraient d'être mises à l'écart. Le débat doit également inclure les enjeux de réduction des risques et les réalités vécues par les personnes vulnérables, notamment celles qui s'injectent des drogues ou vivent avec le VIH.

■ **Malgré les milliards injectés et les saisies records, la stratégie antidrogue actuelle montre-t-elle aujourd'hui ses limites ?**

Oui, le modèle a clairement échoué depuis longtemps. Maurice a suivi pendant des années une approche très répressive, comme plusieurs autres pays, et ces modèles produisent souvent des résultats catastrophiques en matière de santé publique et de droits humains.

Nous le répétons depuis longtemps : la guerre contre la drogue est une guerre perdue d'avance. Elle cause souvent plus de dégâts qu'elle ne résout de problèmes. En réalité, cette guerre est surtout menée contre les consommateurs de drogues.

« Punir ne suffit pas : il faut donner aux personnes les moyens de réduire les comportements à risques »

Aujourd'hui, les plus grands gagnants restent les drogues elles-mêmes, les trafiquants ainsi que toutes les personnes qui profitent, directement ou indirectement, d'un système profondément corrompu.

■ **Après les récentes saisies records estimés à plusieurs milliards de roupies, Maurice fait-elle face à une forme de « narco-économie » ?**

Certainement. L'ampleur du business lié aux drogues est aujourd'hui gigantesque. Quand autant d'argent circule, le blanchiment devient presque inévitable à travers différents secteurs économiques.

L'un des objectifs d'une régulation contrôlée des substances serait justement de reprendre le contrôle sur cette économie parallèle afin de réinjecter ces ressources dans des secteurs essentiels comme les services sociaux,



l'éducation, le logement ou encore les loisirs pour les jeunes. Aujourd'hui, cet argent circule dans l'opacité et alimente des situations de violence extrême, notamment les règlements de comptes que nous observons de plus en plus fréquemment.

■ **Une partie de l'opinion publique estime pourtant que la réduction des risques banalise indirectement la consommation. Que leur répondez-vous ?**

C'est un argument que nous entendons régulièrement, mais il repose souvent sur une mauvaise compréhension du concept de réduction des risques. Cette approche ne banalise pas la consommation de drogues. Au contraire, elle existe précisément parce que les drogues sont dangereuses.

« Si nous ne nous adaptons pas, nous continuerons à agir quand les dégâts seront déjà irréversibles »

La réduction des risques vise à sauver des vies grâce à des stratégies basées sur des données scientifiques et des informations honnêtes. Elle part d'un constat simple : croire qu'un monde sans drogue est possible relève de l'utopie.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Nous ne pouvons pas faire l'autruche. Il faut donner aux personnes les outils nécessaires pour réduire les comportements dangereux et limiter les consommations problématiques plutôt que de simplement punir.

■ **Vous insistez beaucoup sur l'éducation. Le système éducatif est-il réellement prêt à aborder la question des drogues sans tabou ni stigmatisation ?**

Il existe encore de nombreuses lacunes. Pendant longtemps, nous avons pensé qu'il suffisait de parler des dangers des drogues ou des risques d'emprisonnement pour empêcher les jeunes de consommer. Mais les "fear tactics" ont leurs limites.

Il faut aller beaucoup plus loin en développant les compétences psychosociales: l'estime de soi, la gestion des émotions, l'esprit critique, la capacité à résoudre des problèmes ou encore la régulation émotionnelle. Ces compétences jouent un rôle fondamental dans la prévention des comportements à risques. Leur absence peut favoriser des consommations problématiques chez certains jeunes.

« Maurice manque encore de données fiables sur les drogues et leurs conséquences sociales »

■ **Pourquoi autant d'inquiétudes autour de la transparence de cette réforme ?**

Il est normal que plusieurs organisations aient déjà des positions publiques sur le cannabis, y compris CUT. L'essentiel est que le débat reste ouvert, transparent et inclusif. Toutefois, il faut rappeler que le Technical Working Group sur la réforme du cannabis n'est pas l'organe qui prendra les décisions finales concernant les lois futures. Les consultations nationales ont justement été mises en place afin que toutes les parties concernées puissent s'exprimer et faire entendre leurs arguments.

■ **Face à la montée des drogues synthétiques chez les adolescents, la prévention arrive-t-elle trop tard ?**

Comme je l'ai mentionné, les compétences psychosociales restent très peu développées dans notre système éducatif et même au sein des familles. Au-delà des simples campagnes de sensibilisation, il faut proposer aux jeunes des activités adaptées, des espaces d'écoute, des loisirs et des opportunités concrètes. Le monde



change rapidement et les nouvelles générations évoluent dans des réalités totalement différentes. Si nous ne nous adaptons pas, nous continuerons à intervenir uniquement lorsque les dégâts seront déjà installés.

■ **Le National Drug Control Master Plan 2026-2030 prévoit plusieurs milliards de roupies pour la lutte antidrogue. Les ONG auront-elles une véritable place décisionnelle ?**

Les décisions sont prises au niveau du board de la NADC puis validées par la commission nationale et les ministres concernés. Les associations présentes dans les sous-comités jouent surtout un rôle consultatif et collaboratif. Nous sommes régulièrement sollicités pour partager nos observations de terrain, participer à la mise en place de protocoles ou contribuer à certains programmes. Ce rôle reste important.

Le leadership actuel de la NADC permet également une meilleure écoute des acteurs travaillant dans la réduction des risques. Toutefois, CUT aurait souhaité être représenté directement au sein du board afin d'assurer un meilleur équilibre dans les prises de décisions.

■ **Dispose-t-on de données suffisamment fiables pour prendre des décisions éclairées sur les drogues ?**

Il existe encore un manque important de données locales sur les comportements liés aux drogues et leurs conséquences sociales. C'est justement pour cette raison qu'une division de recherche a été créée au sein de la NADC.

Mais il ne faut pas oublier que les études scientifiques internationales restent également pertinentes pour Maurice, notamment concernant les overdoses, les maladies transmissibles ou l'accès aux soins. Les comportements humains liés à la recherche du plaisir et les impacts des drogues sur la santé publique ne sont pas propres à un seul pays. Maurice n'est pas isolée de ces réalités mondiales.

■ **Le débat sur le cannabis fait-il oublier l'urgence des drogues synthétiques ?**

Le débat avance justement parce qu'il est lié aux drogues synthétiques. Certaines personnes considèrent qu'une régulation du cannabis pourrait constituer une alternative moins dangereuse pour certains consommateurs.

Mais il est vrai que cette focalisation peut faire oublier d'autres problématiques majeures comme les pratiques d'injection à haut risque, les blessures graves liées à certaines substances ou encore les réalités des personnes sans-abri vivant dans des cycles de dépendance, de stigmatisation et d'exclusion sociale.

■ **Dans les écoles, les sanctions disciplinaires traditionnelles restent fréquentes. Ces mesures aggravent-elles la marginalisation des jeunes consommateurs ?**

Oui, clairement. Les mesures purement punitives se concentrent uniquement sur le comportement visible sans chercher à comprendre les causes profondes du problème.

« Un consommateur de drogue ne devrait pas être emprisonné pour un usage personnel »

Les suspensions, exclusions ou la criminalisation découragent souvent les jeunes de demander de l'aide. Elles aggravent également les inégalités sociales en réduisant les opportunités scolaires et professionnelles. Au lieu d'accompagner ces jeunes, on les enferme davantage dans un cercle vicieux de stigmatisation et d'exclusion.

■ **Comment convaincre la population que la réduction des risques n'est pas synonyme de laxisme ?**

La réduction des risques ne signifie absolument pas qu'il faut être laxiste envers les trafiquants. Notre position reste très claire : les consommateurs ne devraient pas être emprisonnés pour un usage personnel.

La répression peut avoir un rôle dans la lutte contre les réseaux criminels, mais elle ne doit pas être l'axe central de la politique antidrogue. Nous pensons qu'il faut investir davantage dans la santé, l'éducation, le logement, l'accompagnement social et l'employabilité. C'est seulement avec une approche plus humaine, équilibrée et scientifique que Maurice pourra réellement commencer à sortir de cette crise.

Nouveau maire à Beau-Bassin/Rose-Hill : Louis André Toussaint veut revenir à l'essentiel

Louis André Toussaint est officiellement le nouveau maire de Beau-Bassin/Rose-Hill. Le candidat du Mouvement Militant Mauricien (MMM) a été élu lors d'une séance spéciale du conseil municipal tenue ce samedi après-midi, conformément au Local Government Act 2011. Il succède à Gabriella Batour, qui a quitté son poste de mairesse après sa révocation du MMM.

La nouvelle équipe municipale sera épaulée par Gina Poonoosamy, de Rezistans ek Alternativ, reconduite au poste d'adjointe au maire. Originaire de Cité Barkly, Louis André Toussaint connaît déjà les responsabilités municipales, ayant occupé le fauteuil de maire une première fois en 2012.

Dans son intervention, le nouveau maire a insisté sur une approche pragmatique de la gestion de la ville. Selon lui, il n'est pas question de lancer de « grands projets ronflants » difficilement finançables dans le contexte économique actuel. « Nous devons d'abord améliorer ce qui existe déjà », a-t-il déclaré.

Louis André Toussaint souhaite notamment concentrer les efforts municipaux sur l'entretien des infrastructures existantes, la réhabilitation des terrains abandonnés, la remise en état des terrains de football délaissés, ainsi que la création d'espaces de loisirs afin d'éloigner les jeunes du fléau de



la drogue. Le nouveau maire a également lancé un appel à la responsabilité collective concernant la propreté de la ville.

« Tout le monde doit prendre ses responsabilités pour garder la ville propre », a-t-il soutenu, évoquant également les risques sanitaires liés aux moustiques et à des maladies comme le chikungunya.

La question de la salubrité publique, de la collecte des déchets et de l'entretien des espaces publics figurera parmi les priorités immédiates de la municipalité. Présent lors de cette élection, Rajesh Bhagwan a chaleureusement félicité Louis André Toussaint, estimant qu'il

« mérite pleinement » cette fonction. « *Li enn hard worker, li ena l'ambition* », a déclaré Rajesh Bhagwan, se disant satisfait du discours du nouveau maire. Le ministre a particulièrement salué la volonté de Louis André Toussaint de privilégier les besoins essentiels des habitants plutôt que des projets coûteux. « *Li pe get l'essentiel : sanitation, ouvriers municipaux, habitants, artistes, sportifs et espaces publics. Li envi travay* », a-t-il affirmé.

Les élections municipales se poursuivront lundi dans les quatre autres villes du pays, où de nouveaux maires seront également désignés. Dans la capitale, Aslam Hosenally occupe actuellement

le poste de Lord Mayor, avec Giovanni Hensley comme adjoint. Tous deux sont appelés à céder leur place à l'issue du scrutin. À Quatre-Bornes, Bryan Kennoo est l'actuel maire, assisté de Jameel Foondun. À Vacoas-Phoenix, le poste de maire est occupé par Sunjeevsing Dindyal, assisté de Sen Sooben. Dans la ville lumière, la fonction de maire est assurée par Dhaneshwar Bissonauth, avec Marie Diana Ami comme adjointe. Cette étape s'inscrit dans l'accord conclu entre les partenaires de l'Alliance du Changement, qui prévoit un mandat d'un an pour les maires, dérogeant ainsi aux dispositions du Local Government Act, lequel fixe normalement la durée du mandat à deux ans.



DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Ventes à la barre : ces biens immobiliers vendus pour une fraction de leur valeur

Dans les couloirs solennels de la Cour suprême, il existe un moment particulier où le droit rencontre la fragilité humaine dans ce qu'elle a de plus brut : la vente à la barre. Derrière ce terme technique, presque administratif, se cache souvent une scène silencieuse de perte, de renoncement et parfois d'espoir. C'est là que des maisons familiales, des terrains patiemment acquis ou des biens de valeur changent de mains, souvent à des prix bien en dessous de leur véritable valeur.

Quand les dettes mènent à la justice

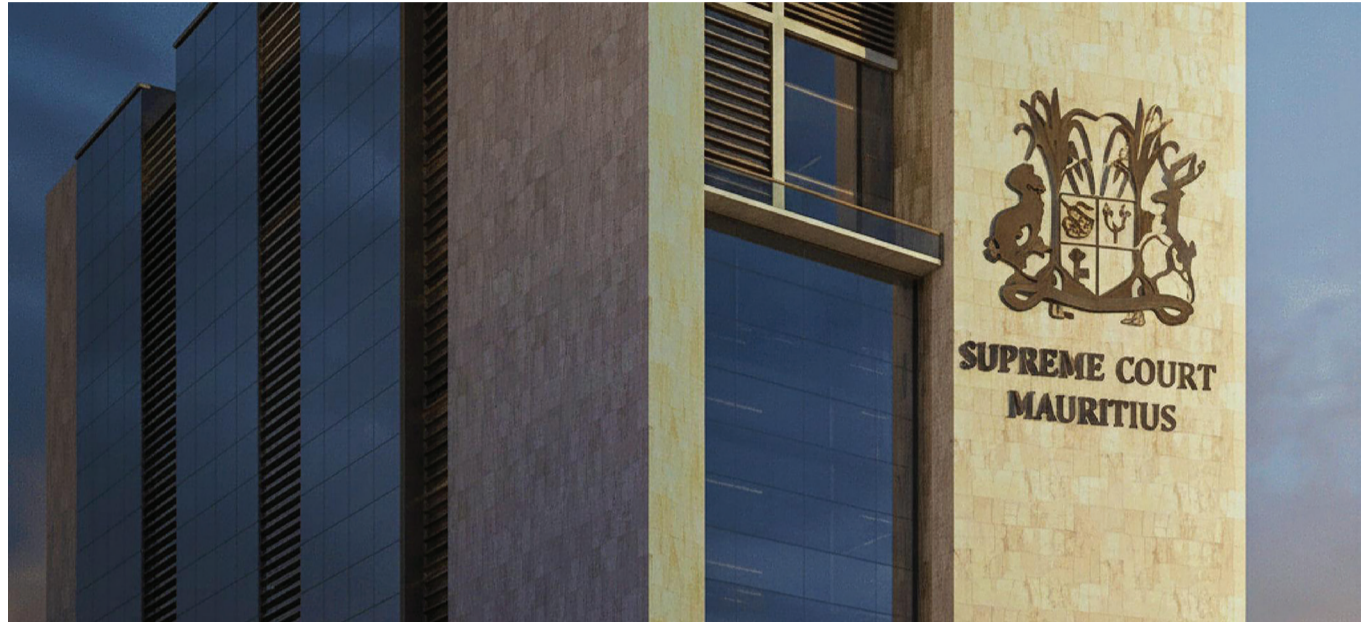
La vente à la barre est une procédure judiciaire strictement encadrée, ordonnée par la justice généralement par la Cour suprême ou une juridiction compétente lorsque des dettes ne sont plus remboursées. Tout commence souvent dans l'ombre d'un crédit impayé : un prêt immobilier, une dette commerciale ou un engagement financier devenu trop lourd à porter.

Le créancier, le plus souvent une institution bancaire, saisit alors la justice afin de récupérer les sommes dues. Une fois la décision rendue, les biens du débiteur peuvent être saisis puis vendus publiquement.

Mais dans la réalité, cette procédure n'a rien d'abstrait. Elle est profondément humaine. Avant même que le marteau ne tombe lors des enchères, il y a des mois, parfois des années de tension, de tentatives de restructuration, de négociations et d'espoirs qui s'effritent progressivement. Puis vient le jour où la maison, celle où des enfants ont grandi et où des souvenirs ont été construits, se retrouve inscrite sur une liste de vente judiciaire.

Des annonces surveillées de près

Les annonces sont publiées officiellement dans les journaux, au Government Gazette, mais aussi sur le site de la Cour suprême, dans la section du Master & Registrar, généralement les vendredis. Elles décrivent le bien, sa localisation, sa superficie ainsi que les conditions de vente.



À Port-Louis, dans les salles parfois austères où se déroulent les enchères, des acheteurs se rassemblent. Certains sont des investisseurs aguerris, d'autres de simples particuliers à la recherche d'une opportunité. Tous ont un point commun : ils savent que ces ventes peuvent permettre d'acquérir des biens immobiliers ou des objets de valeur à des prix nettement inférieurs à ceux du marché. Le mécanisme paraît simple. Un prix de départ est fixé. Les enchérisseurs lèvent la main, proposent un montant supérieur et la compétition se poursuit jusqu'à ce que plus personne n'enchérisse. Le dernier offerant remporte alors le bien.

Mais derrière cette simplicité apparente se cache une réalité plus complexe : celle de la pression, de la rapidité des décisions et parfois de l'incertitude juridique.

Des millions envolés en quelques minutes

Une villa estimée à plusieurs millions de roupies peut ainsi être adjugée à un montant largement inférieur à sa valeur réelle. Un terrain bien situé peut changer de mains pour une fraction de son prix du marché. Pour certains, c'est une opportunité d'investissement exceptionnelle. Pour d'autres, c'est le symbole d'un déséquilibre entre la valeur humaine d'un bien et sa valeur financière.

Pas plus tard que le jeudi 21 mai 2026, un lot de terrain comprenant deux bâtiments dans la région de Beau-Bassin a été vendu pour la somme de Rs 2 millions seulement. Dans un autre cas, le même jour, une maison NHDC devait être vendue à la barre. Cette maison appartient à une vieille dame âgée de 86

ans. Elle était accompagnée de son fils. Ce dernier a demandé un délai jusqu'au mois de juillet afin de pouvoir rembourser l'emprunt contracté au nom de sa mère, expliquant qu'il venait tout juste de rentrer au pays.

La Cour a accepté la demande et l'affaire a été renvoyée au mois de septembre. La vieille dame, les larmes aux yeux, est restée digne aux côtés de son fils, retrouvant un mince espoir de sauver ce toit chargé de souvenirs.

Quand les entreprises tombent aussi

Mais la vente à la barre ne concerne pas uniquement l'immobilier. Elle s'étend également aux véhicules, aux équipements industriels, aux meubles de valeur ou encore aux objets précieux.

Lorsqu'une entreprise fait faillite, ses machines, ses stocks et ses actifs sont liquidés afin de rembourser les créanciers. Là encore, des biens parfois récents ou en parfait état peuvent être vendus rapidement, sans le temps habituel de négociation du marché privé. Des voitures de luxe, des équipements professionnels ou encore

du matériel industriel se retrouvent parfois vendus à des prix défiants toute concurrence.

Entre nécessité économique et injustice sociale

Pour certains, la vente à la barre est perçue comme une injustice sociale, une mécanique froide qui transforme des vies en simples dossiers administratifs. Pour d'autres, elle représente un mécanisme nécessaire au fonctionnement économique. Sans ce système, les banques seraient plus prudentes, les crédits plus difficiles à obtenir et le marché financier plus rigide, voire paralysé.

Aujourd'hui, ces ventes suscitent un intérêt croissant. La pression sur le marché immobilier, la hausse du coût de la vie et les difficultés financières de certains ménages rendent ces enchères plus visibles qu'auparavant. Des investisseurs locaux comme étrangers surveillent attentivement chaque annonce, à la recherche d'opportunités parfois saisissantes. Mais malgré ces évolutions économiques, une chose demeure inchangée : la dimension humaine de ces ventes.



Agrivoltaïque : le gouvernement revoit sa stratégie pour accélérer les projets à Maurice et Rodrigues

Le gouvernement annonce des ajustements majeurs au programme agrivoltaïque du CEB afin d'accroître son adoption et d'améliorer sa pertinence pour Maurice et Rodrigues. Lors d'un échange à l'Assemblée nationale récemment, le ministre de l'Énergie et des Utilités publiques, Patrick Assirvaden, a dressé un bilan détaillé des deux phases du projet, CEB Agrivoltaïque I et II, et présenté les modifications techniques et administratives mises en œuvre.

Répondant à une interpellation de la députée rodriguaise Roxane Collet, le ministre a rappelé que le projet Agrivoltaïque I, lancé en juillet 2024, visait à combiner production agricole et production d'énergie pour répondre au double défi de la sécurité alimentaire et

énergétique. Cependant, *"l'adoption a été insatisfaisante"*, signe de *"nombreuses faiblesses, obstacles et contraintes"* ayant freiné la mise en œuvre des énergies renouvelables ces dix dernières années.

Les chiffres fournis par le Central Electricity Board (CEB) illustrent ces difficultés : 131 demandes ont été reçues pour l'Agrivoltaïque I, représentant 47,7 MW, mais seulement 62 lettres d'intention ont été émises (21,8 MW) et, après évaluations techniques, 22 accords de raccordement ont été signés pour une capacité totale de 9,1 MW. Sur l'ensemble des projets, un seul petit projet de 25 kW a été mis en service à ce jour.

Pour Rodrigues, les retombées de l'Agrivoltaïque I restent modestes : cinq demandes (1,6 MW), trois lettres d'intention et deux raccordements envoyés, dont un signé ; trois demandeurs figurent également sur une liste d'attente. Ces chiffres confirment, selon le ministre, la nécessité de revoir le dispositif.

C'est dans ce contexte que le CEB a

lancé Agrivoltaïque II en décembre 2025, une version renforcée et mieux structurée du programme, incluant le stockage par batteries. Le ministre Assirvaden a précisé que *"l'Agrivoltaïque II représente une évolution significative ... tant en termes de portée que d'exigences techniques et de structure de marché"*. Les capacités prévues s'élèvent à 40 MW pour l'île Maurice et 2 MW pour Rodrigues.

72 MW déjà sécurisés, Rodrigues aussi dans la course

Le CEB a reçu 43 demandes pour cette deuxième phase, totalisant 118 MW proposés ; 31 lettres d'intention ont été émises en février 2026 pour 93 MW, tandis que 24 accords de raccordement ont déjà été signés cette année pour une capacité totale de 72 MW. À Rodrigues, une demande de 1,8 MW est actuellement en cours de traitement.

Parmi les principaux changements opérationnels introduits pour Agrivoltaïque II, le ministre a souligné quatre mesures concrètes : l'obligation d'intégrer des batteries afin de répondre

à la forte demande entre 18 h et 21 h, l'augmentation de la capacité maximale par projet de 600 kW à 4 MW, l'exigence de batteries capables d'injecter jusqu'à 2 MW sur le réseau, ainsi qu'une accélération du traitement des Land Convention Permits, désormais délivrés en sept jours.

M. Assirvaden a expliqué que *"la batterie va nous aider"* à gérer les pics de consommation. Il a également ajouté que le ministère de l'Agriculture fournira désormais en amont des indications sur le potentiel agricole des terrains (low, medium, high), afin d'éviter aux promoteurs des délais d'attente inutiles.

La députée Collet a demandé des garanties pour promouvoir les deux schémas à Rodrigues et encourager davantage de candidatures locales. Dans sa réponse, le ministre de l'Énergie et des Utilités publiques a assuré qu'un véritable *"engouement"* existe pour les deux programmes et que les modifications adoptées devraient faciliter l'investissement ainsi que l'exploitation agricole sous panneaux photovoltaïques, y compris pour les activités d'élevage.

Projet hôtelier de Le Bouchon : une visite des lieux ordonnée par le Tribunal

Le dossier du projet hôtelier de Le Bouchon connaît un nouveau rebondissement. Saisi de l'affaire opposant Le Bouchon Development Company Ltd à l'ONG Eco-Sud, le Tribunal de l'Environnement a décidé cette semaine d'effectuer une visite des lieux avant de poursuivre l'examen du dossier. Cette décision intervient après plusieurs auditions tenues dans le cadre de cette bataille judiciaire qui continue de retarder l'un des plus importants projets touristiques envisagés dans le Sud.

Un projet hôtelier de Rs 7 milliards toujours bloqué

Pour rappel, depuis novembre 2024, le projet de complexe hôtelier évalué à plus de Rs 7 milliards est à l'arrêt. Porté par Le Bouchon Development Company Ltd, détenue par une filiale du Sugar Investment Trust, il prévoit notamment la construction d'un hôtel cinq étoiles de 200 chambres, première phase d'un développement touristique de plus grande envergure.

Les promoteurs défendent un projet stratégique, censé générer des milliers d'emplois, attirer des investissements étrangers et offrir une véritable relance économique à la région sud. Mais depuis le dépôt d'un appel par Eco-Sud contre la licence environnementale délivrée en 2024, le chantier demeure totalement gelé.

Eco-Sud dénonce plusieurs irrégularités environnementales

Dans sa contestation, Eco-Sud avance douze motifs, dont l'absence présumée de Strategic Environmental Assessment (SEA), des inquiétudes liées à l'approvisionnement en eau, l'impact sur les écosystèmes côtiers ainsi que les conséquences possibles sur les communautés locales.

L'ONG estime également que les enjeux climatiques et la durabilité du projet n'auraient pas été suffisamment pris en compte lors de l'octroi de la licence environnementale.

Tensions croissantes dans la région du Sud

Sur le terrain, la situation alimente une forte frustration chez certains habitants. À Le Bouchon et dans les villages avoisinants, plusieurs voix dénoncent un blocage jugé préjudiciable au développement local. Le chômage, la précarité et la montée des fléaux sociaux, notamment la drogue chez les jeunes, sont régulièrement évoqués par des habitants favorables au projet. Certains estiment que cette initiative pourrait représenter une opportunité économique majeure pour une région qu'ils considèrent historiquement marginalisée.

Au-delà de l'impact régional, le projet représente également un enjeu financier important pour le Sugar Investment Trust, confronté à une situation financière délicate ces dernières années. Le développement hôtelier devait notamment permettre une meilleure valorisation des actifs fonciers du groupe

ainsi qu'une injection de capitaux étrangers estimée à plusieurs milliards de roupies.

Une procédure judiciaire loin d'être terminée

Devant le Tribunal de l'Environnement, plusieurs éléments ont été débattus, notamment la méthodologie de l'étude d'impact environnemental ainsi que les fondements de l'appel introduit par Eco-Sud.

L'ONG maintient sa position, estimant que la licence environnementale doit être révoquée. De son côté, la partie adverse soutient que le projet respecte les cadres réglementaires en vigueur et demeure essentiel pour le développement économique de la région.

La visite des lieux ordonnée par le tribunal devrait désormais permettre d'apporter des éléments supplémentaires avant une prochaine étape décisive dans ce dossier hautement sensible.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Fleet Management System : les bus publics passent à l'ère du numérique en 2027

● Un système numérique pour mieux contrôler les millions versés en subsides

Le ministère des Transports et du Métro a annoncé des avancées concrètes dans le dossier du Fleet Management System, présenté comme une étape majeure dans la digitalisation du transport public à Maurice. Le ministre Osman Mahomed répondait récemment à une interpellation du député Ashley Ramdass.

Selon le ministre, « le Fleet Management System est une initiative clé » sur laquelle son équipe a « travaillé sans relâche ». L'objectif affiché est d'introduire des outils numériques afin de soutenir les opérations en temps réel, améliorer le respect des horaires et permettre une prise de décision fondée sur les données, aussi bien pour les opérateurs que pour les régulateurs.

Le système prévoit notamment « l'installation de GPS dans tous les bus », ainsi que la mise en place d'un « système central de contrôle » destiné à optimiser l'exploitation des près de 2 000 véhicules concernés.

Fin des approximations sur les subsides et le transport gratuit

Sur le plan procédural, le ministère a privilégié un financement et une mise en œuvre par l'État plutôt qu'un partenariat public-privé (PPP). Le ministre a justifié ce choix en rappelant que « tous les projets PPP qui ont suivi strictement le processus du Build-Operate-Transfer Unit du ministère des Finances n'ont jamais été achevés, pour autant que nous le sachions ».

Le calendrier de l'appel d'offres international a été lancé le 21 janvier 2026, avec une date de clôture initialement fixée au 9 mars 2026. À la suite de demandes formulées par les soumissionnaires, cette échéance a été repoussée au 24 mars 2026, tandis que l'ouverture des plis a eu lieu le 26 mars 2026. Trois offres ont été reçues et « l'évaluation technique a été complétée », a indiqué le ministre, précisant que le rapport correspondant a déjà été transmis pour approbation.

Le ministre a également affirmé que l'attribution du contrat interviendrait



« très prochainement », conformément à la législation sur les marchés publics. Il s'est dit convaincu que « le Fleet Management System sera opérationnel début 2027 et contribuera grandement à renforcer la transparence, l'efficacité et la responsabilité dans le système de transport public, tout en améliorant la qualité des services offerts aux usagers ».

Lors des questions supplémentaires, le député Ramdass a demandé un calendrier précis pour l'application complète du système, évoquant notamment les difficultés d'accès aux services dans certaines régions reculées comme Saint-Hubert. Le ministre a réaffirmé l'objectif d'une mise en service « début 2027 », tout en rappelant l'ampleur des travaux d'installation à réaliser sur les 2 000 bus ainsi que sur l'infrastructure centrale.

Le Bus Services Bill en gestation pour accompagner les réformes du secteur

Le projet s'inscrit dans une stratégie plus large de modernisation numérique du secteur des transports. Le ministre a évoqué la digitalisation complète du système de points de pénalité, le paiement en ligne du contrôle technique et des taxes routières (online MVL), ainsi que plusieurs projets en préparation, notamment le permis de conduire numérique, le paiement en ligne des amendes et un système de billetterie sans numéraire actuellement en phase de consultation.

Le ministre a également donné des instructions pour la préparation du Bus Services Bill auprès du bureau de l'Attorney General, une démarche destinée à accompagner les réformes réglementaires du secteur.

En pratique, le déploiement du Fleet Management System permettra aussi de calculer les compensations liées au transport gratuit et les subventions sur le diesel « sur la base du nombre réel de trajets effectués », améliorant ainsi la transparence des flux financiers liés au transport public.



Transport gratuit : plus de Rs 1,6 milliards versés aux compagnies de bus

Les compagnies de transport public ont bénéficié d'importantes aides financières de l'État durant l'année financière 2024/2025 dans le cadre du système de transport gratuit. Selon des chiffres déposés au Parlement par le ministre des Transports Osman Mahomed, le montant total des compensations accordées au secteur atteint près de Rs 1,6 milliard.

Les opérateurs de bus privés et publics ont reçu ensemble environ Rs 925,2 millions pour couvrir les déplacements gratuits accordés aux étudiants et aux personnes âgées de 60 ans et plus. Sur cette somme, Rs 647,6 millions ont été consacrées au transport des étudiants, tandis que Rs 277,5 millions ont servi à financer les trajets gratuits des seniors.

Parmi les différentes compagnies, la Compagnie Nationale de Transport demeure le principal bénéficiaire avec environ Rs 428,9 millions

perçues. Elle est suivie par United Bus Service qui a reçu près de Rs 242,8 millions. Triolet Bus Service figure également parmi les plus gros bénéficiaires avec environ Rs 156,2 millions.

Les chiffres démontrent que la plus grande part des dépenses liées au transport gratuit reste consacrée aux étudiants. À elle seule, cette mesure représente environ Rs 1,1 milliard, contre Rs 476,1 millions pour les déplacements gratuits des personnes âgées.

En plus des compensations liées au transport gratuit, l'État continue également de soutenir financièrement les compagnies de bus à travers différentes allocations. Une enveloppe de Rs 130 millions a notamment été prévue afin d'aider les opérateurs à financer une « interim allowance » de Rs 1 800 destinée aux employés du secteur.

Intelligence artificielle : entre révolution silencieuse et urgence sociale

● Hans Bangobin : « L'IA redessine déjà notre monde »

● Govindah Chinapiel : « Sans stratégie humaine, l'IA devient un danger »

À l'heure où l'intelligence artificielle s'impose comme une force structurante des économies contemporaines, deux lectures se croisent, se répondent et s'éclairent mutuellement. Celle de Hans Bangobin, issue de la finance quantitative et des marchés globaux, et celle de Govindah Chinapiel, ancrée dans les réalités sociales et organisationnelles.

L'intelligence artificielle ne se limite plus à un simple outil d'optimisation. Elle devient un environnement global dans lequel les décisions économiques, financières et sociales sont désormais modélisées, anticipées et parfois automatisées.

Dans cette perspective, Hans Bangobin



incarne une figure singulière : celle d'un professionnel des marchés financiers qui transpose les logiques du trading algorithmique au débat public. Formé à l'University College London et passé par HSBC, Shell puis Millennium Management comme trader systématique, il évolue depuis plusieurs années dans un univers où la donnée brute est transformée en signal décisionnel.

Cette culture du calcul en temps réel nourrit sa lecture de l'intelligence artificielle comme une continuité logique des marchés modernes : un système où l'information devient instantanément action.

Selon lui, il serait illusoire de croire



Hans Bangobin

que cette transformation restera périphérique. Elle touche déjà les structures mêmes de l'emploi, notamment les métiers répétitifs, administratifs et standardisés. Mais derrière cette destruction apparente se cache un phénomène plus profond : une recomposition du travail, où les compétences humaines se déplacent progressivement vers des zones moins automatisables.

Le travail ne disparaît pas, il se transforme

La question n'est pas nouvelle, mais elle prend aujourd'hui une intensité particulière. L'IA remplace déjà certaines tâches dans les centres de services, les back-offices, la comptabilité ou encore les fonctions de support. À Maurice comme ailleurs, ces mutations deviennent visibles et rapides.

Pour Hans Bangobin, cette dynamique n'a rien d'une anomalie. Chaque révolution technologique a supprimé des emplois avant d'en créer d'autres. La différence aujourd'hui réside dans la vitesse d'exécution et la profondeur de l'automatisation cognitive.

Il insiste toutefois sur un point essentiel : le travail ne disparaît pas, il change de nature. Les activités humaines se

déplacent vers des dimensions que les machines reproduisent encore difficilement : créativité, pensée critique, intelligence relationnelle, transmission, mentorat et production de sens.

Le revers de la puissance algorithmique

Mais cette évolution n'est pas sans dangers. Pour Hans Bangobin, l'un des risques majeurs de l'intelligence artificielle ne réside pas uniquement dans la disparition de certains métiers, mais dans la manipulation massive de l'information.



Deepfakes, phishing sophistiqué, doxing ou ingénierie sociale automatisée : les outils de fraude et d'influence se perfectionnent à la même vitesse que les technologies qu'ils exploitent.

Face à cela, il plaide pour une archi-

tection de défense à plusieurs niveaux : vérification systématique des sources, chiffrement des données, signatures numériques et watermarking des contenus. Mais il reconnaît également les limites de la réponse technologique. Sans cadre juridique robuste ni sanctions réellement dissuasives, ces protections resteront insuffisantes.

Une société plus lente que la technologie

Un constat revient constamment dans son analyse : ni les entreprises ni les gouvernements ne sont véritablement préparés à la vitesse de l'intelligence artificielle. Les systèmes institutionnels évoluent beaucoup plus lentement que les technologies qu'ils tentent d'encadrer.

Pour autant, Hans Bangobin observe une dynamique intéressante : l'exposition aux outils d'IA améliore rapidement les compétences et la productivité des individus. L'apprentissage se fait souvent par l'usage avant même d'être structuré par les institutions.

Au cœur de cette transition, une question demeure centrale : celle de l'éducation. Selon lui, le véritable défi n'est pas technologique mais humain. Former des citoyens capables de comprendre les mécanismes de l'IA, d'identifier les biais et de résister à la désinformation devient désormais une priorité stratégique.

Maurice face au choc de l'automatisation

Dans une approche plus locale, Govindah Chinapiel apporte une lecture centrée sur les réalités sociales mauriciennes. Pour lui, le débat autour de l'intelligence artificielle est souvent mal posé. La véritable question n'est pas de savoir si l'IA est bonne ou mauvaise, mais de déterminer qui en bénéficiera réellement et qui en subira les conséquences.

À Maurice, les premiers impacts sont déjà visibles dans les centres d'appels, les services administratifs et certaines fonctions financières. L'automatisation progresse plus vite que la capacité d'adaptation des travailleurs.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Il reconnaît néanmoins les opportunités majeures offertes par l'IA : gains de productivité, innovation accélérée, compétitivité renforcée et émergence de nouveaux métiers. Mais ces bénéfices, prévient-il, ne seront jamais équitablement répartis sans intervention structurée.

Le risque d'une transition inégalitaire

Pour Govindah Chinapiel, le principal danger n'est pas technologique mais social. Une entreprise qui investit dans l'automatisation sans investir simultanément dans la formation de ses employés crée un déséquilibre structurel.

Les travailleurs remplacés par des systèmes intelligents n'ont pas automatiquement accès aux compétences



Govindah Chinapiel

nécessaires pour se repositionner dans l'économie numérique.

Il plaide donc pour des politiques ambitieuses de requalification profession-

nelle, accessibles et massives. Sans cela, l'intelligence artificielle risque davantage d'élargir les inégalités existantes que de les réduire.

Gouvernance, transparence et responsabilité

Sur le plan institutionnel, Govindah Chinapiel appelle à la mise en place urgente d'un véritable cadre de gouvernance de l'intelligence artificielle à Maurice. Cela inclut des audits indépendants des systèmes algorithmiques, une transparence obligatoire dans les décisions automatisées ainsi qu'une éducation numérique généralisée.

Il se montre particulièrement sceptique face à l'autorégulation des entreprises technologiques. Selon lui, sans règles claires, les dérives deviendront inévitables.

Pluies torrentielles : nouvelles règles pour le travail, les écoles et les déplacements

Le conseil des ministres a approuvé l'adoption d'un nouveau Protocole national sur les fortes pluies et les pluies torrentielles applicable. Ce dispositif vise à harmoniser les mesures concernant les secteurs public et privé, les services d'urgence ainsi que les établissements éducatifs en période de mauvais temps.

Un comité interministériel présidé par le ministre du travail et des Relations industrielles s'est réuni à plusieurs reprises afin de revoir les procédures existantes et proposer un protocole unique à l'échelle nationale.

Ce qui change pour les employés

Le nouveau protocole prévoit des règles précises applicables aux employés des secteurs public et privé, qu'ils travaillent à temps plein, à temps partiel ou en rotation.

Ainsi, en cas d'alerte de fortes pluies émise par les services météorologiques, les employés devront continuer à se rendre au travail et poursuivre leurs activités normalement, sauf si le Comité national de crise (NCC) émet des consignes spécifiques d'évacuation, de confinement ou de non-présentation au travail.

En revanche, lorsqu'une alerte de pluies torrentielles sera émise, les employés à l'exception des services d'urgence ne seront pas tenus de se rendre au travail

ni de poursuivre leurs activités. Les employeurs devront alors libérer leurs employés sans attendre une décision officielle du NCC.

Le protocole précise également que la reprise du travail ne pourra se faire qu'après une annonce officielle du NCC déclarant qu'il est de nouveau sûr de circuler ou de reprendre les activités professionnelles.

Des obligations pour les employeurs

Le texte prévoit aussi que lorsqu'une reprise du travail est autorisée par le NCC, les employeurs pourront demander aux employés de reprendre leurs fonctions uniquement si un moyen de transport est disponible. Cela pourra se faire soit à travers les transports publics, soit via un transport fourni directement par l'employeur entre le domicile et le lieu de travail.

Concernant les services d'urgence, le protocole prévoit que leurs employés pourront être appelés à travailler ou à rester mobilisés même durant des conditions météorologiques extrêmes. Chaque organisme concerné devra ainsi élaborer son propre protocole interne et un plan de contingence aligné sur le protocole national.

Écoles et garderies : les ministères décideront

Pour les structures de garde d'enfants ainsi que les établissements éducat-



ifs publics et privés, les décisions de fermeture ou de libération des élèves seront communiquées directement par les ministères concernés, notamment ceux de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur ainsi que de l'Égalité des genres et du Bien-être de la famille.

Double rémunération élargie

Autre changement important : les dispositions prévoyant une rémunération

d'au moins le double du taux normal pour le travail effectué durant des conditions météorologiques extrêmes seront désormais étendues aux employés gagnant plus de Rs 600 000 par an.

Le protocole national sera rendu public et entrera officiellement en vigueur après les amendements nécessaires à la Workers' Rights Act ainsi qu'à la loi sur la gestion et la réduction des risques de catastrophes nationales.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Réservoirs : la sécheresse inquiète, les autorités gèlent les nouveaux permis de car wash

Les réserves d'eau des principaux réservoirs du pays affichent une baisse marquée cette année, confirmant une tendance préoccupante alors que débute progressivement la saison sèche. Au 21 mai 2026, le taux global de remplissage des sept principaux réservoirs atteint 67,2 %, contre 81,2 % à la même période en 2025. Les réserves disponibles sont actuellement estimées à 61,92 millions de mètres cubes d'eau, pour une capacité totale combinée de 92,20 millions de mètres cubes.

Mare aux Vacoas passe sous la barre des 50 %

La situation la plus préoccupante concerne Mare aux Vacoas, le plus important réservoir du pays, dont le niveau est tombé à 49,5 %, contre 64,9 % l'an dernier. Les réserves disponibles y sont évaluées à environ 12,82 millions de mètres cubes. Cette baisse fait l'objet d'une surveillance particulière, ce réservoir jouant un rôle essentiel dans l'alimentation en eau potable de plusieurs régions.

Dans le nord, le réservoir de La Nicolière enregistre également une chute importante. Après avoir atteint 100 % de sa capacité en 2025, il se situe désormais à 52,7 %. Le réservoir de La Ferme suit la même tendance, passant de 75,5 % à 51,3 %.

Tous les réservoirs ne sont toutefois pas dans une situation critique. Midlands Dam demeure relativement stable avec un taux de remplissage de 82,2 %, malgré une baisse par rapport aux 97,5 % enregistrés l'année dernière. Mare Longue affiche même une légère amélioration avec 86,5 %, tandis que Piton du Milieu maintient un niveau jugé satisfaisant à 84,6 %.

Une situation suivie de près par les autorités

Selon Sunil Gopal, responsable de communication à la Central Water Authority (CWA), cette baisse correspond à une période traditionnellement plus sèche de l'année. Il affirme que la situation fait actuellement l'objet d'un suivi étroit par les autorités compétentes afin d'évaluer les éventuelles mesures à prendre si la tendance



devait se poursuivre.

Le Water Resources Monitoring Committee analyse régulièrement l'évolution des réserves afin d'anticiper les risques pouvant affecter l'approvisionnement en eau à travers le pays. À ce stade, aucune restriction généralisée n'a encore été annoncée, mais les autorités restent en état d'alerte.

Parallèlement, la CWA poursuit ses campagnes de sensibilisation pour encourager une consommation plus responsable. Sunil Gopal explique également que plusieurs travaux visant à renforcer l'approvisionnement sont actuellement en cours, notamment à travers le développement de nouveaux forages et la production d'eau additionnelle dans différentes régions.

Ces initiatives visent à augmenter la disponibilité en eau et à réduire la pression sur les principaux réservoirs durant les prochains mois.

Appel à une consommation plus responsable

La CWA rappelle cependant que la gestion de l'eau dépend aussi du comportement quotidien des consommateurs. Le gaspillage domestique, les fuites non réparées et certaines habitudes de consommation continuent d'exercer une pression importante sur les réserves disponibles.

Les autorités insistent sur l'import



« Il est primordial d'instaurer une véritable culture du respect de l'eau au sein de la population »

tance de gestes simples : fermer les robinets lorsqu'ils ne sont pas utilisés, limiter l'usage excessif des machines à laver, réparer rapidement les fuites ou encore récupérer l'eau de pluie pour des usages secondaires comme le nettoyage extérieur. « Il est primordial d'instaurer une véritable culture du respect de l'eau au sein de la population », souligne Sunil Gopal. « Il ne s'agit pas seulement de réduire la consommation individuelle, mais d'intégrer durablement l'idée que l'eau est une ressource limitée, essentielle au fonctionnement du pays. »

Car wash : le gouvernement suspend les nouveaux permis

Face au stress hydrique grandissant, le gouvernement a décidé de renforcer les mesures de conservation, notamment dans le secteur du lavage automobile, considéré comme fortement consommateur d'eau potable.

Les collectivités locales ont ainsi reçu pour consigne de ne plus traiter aucune nouvelle demande de Building and Land Use Permit liée aux activités de lavage de véhicules, et ce jusqu'à nouvel ordre. Le ministère des Collectivités locales estime que la multiplication des stations de lavage, particulièrement dans les zones résidentielles, représente désormais une source de préoccupation majeure dans le contexte actuel. Les municipalités et conseils de district devront également procéder, en urgence, à un recensement complet des car wash opérant dans leurs juridictions respectives. Les autorités devront aussi empêcher toute extension ou conversion non autorisée de bâtiments en stations de lavage pendant cette période critique.

Des inspections renforcées seront menées afin d'identifier les activités opérant sans permis valide ou en violation des règlements en vigueur. Le ministère encourage par ailleurs les exploitants à investir dans des systèmes de recyclage d'eau, des équipements à pression contrôlée ainsi que d'autres technologies permettant de réduire la consommation d'eau potable.

Les autorités précisent enfin que ces mesures demeurent temporaires et pourront être réévaluées en fonction de l'évolution de la situation hydrique et du niveau des précipitations dans les mois à venir.

Ethiopian Airlines atterrit enfin à Maurice, la Chine en ligne de mire

Une nouvelle page s'ouvre pour le secteur aérien mauricien. Après plus de vingt ans d'attente, de négociations et de démarches administratives, la compagnie Ethiopian Airlines a finalement obtenu un Temporary Operating Permit (TOP) délivré par les autorités mauriciennes de l'aviation civile. Cette autorisation couvrira la période du 15 juin au 30 septembre 2026 et permettra à la compagnie d'assurer un total de 30 vols entre Addis-Abeba et Maurice, soit environ deux rotations hebdomadaires.



Cette décision marque un tournant stratégique majeur pour Maurice, qui renforce ainsi son ouverture vers le continent africain et les grandes plateformes aériennes internationales. Depuis plus de deux décennies, Ethiopian Airlines souhaitait desservir directement l'île, considérant Maurice comme une destination clé dans l'océan Indien. Malgré plusieurs tentatives et demandes officielles au fil des années, la compagnie n'avait jusqu'ici jamais obtenu le feu vert nécessaire pour lancer ses opérations commerciales vers l'aéroport international Sir Seewoosagar Ramgoolam.

L'arrivée prochaine d'Ethiopian Airlines est perçue comme une avancée importante pour l'économie mauricienne. Grâce à son immense hub basé à Addis-Abeba, aujourd'hui considéré comme l'un des principaux centres de correspondance du continent africain, Maurice bénéficiera désormais d'un accès facilité à près de 90 destinations africaines et internationales.

Un carrefour stratégique entre l'Afrique et l'océan Indien

Cette connectivité élargie pourrait générer de nouvelles opportunités dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment le tourisme, les services financiers offshore, le commerce régional ainsi que les activités d'import-export. Les voyageurs mauriciens disposeront également d'un plus large choix de destinations vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient ou encore certaines villes asiatiques via une simple escale en Éthiopie.

Le dossier Ethiopian Airlines a

longtemps connu plusieurs blocages. Déjà en 2019, une demande officielle visant à obtenir une autorisation d'opérer vers Maurice avait été rejetée. Pourtant, la compagnie n'a jamais abandonné son ambition d'expansion dans l'océan Indien.

Fondée en 1945 et entièrement détenue par l'État éthiopien, Ethiopian Airlines est aujourd'hui considérée comme l'une des compagnies les plus performantes du continent africain. Son modèle économique repose principalement sur le transit international via Addis-Abeba, une stratégie similaire à celle développée par Emirates à Maurice depuis 2002 ou encore Turkish Airlines depuis décembre 2015.

Lors du sommet de l'Union africaine organisé à Addis-Abeba en février 2025, le Premier ministre Navin Ramgoolam avait rencontré le directeur général d'Ethiopian Airlines, Mesfin Tasew Bekele. À cette occasion, le patron de la compagnie avait officiellement renouvelé son souhait d'établir une liaison directe entre l'Éthiopie et Maurice.

China Southern Airlines en discussions pour un retour

Parallèlement à l'arrivée d'Ethiopian Airlines, des discussions sont également en cours autour d'un possible retour de China Southern Airlines sur le marché mauricien.

Dans le passé, China Southern Airlines et Air Mauritius assuraient des vols directs entre Maurice et la Chine. Cependant, la compagnie chinoise avait cessé ses opérations le 28 novembre 2015, tandis qu'Air Mauritius avait

maintenu cette liaison jusqu'au 31 janvier 2020. Depuis cette date, aucun vol direct n'existe entre les deux pays.

Selon plusieurs sources du secteur aérien et touristique, des discussions seraient actuellement en cours entre China Southern Airlines, Air Mauritius et les autorités mauriciennes de l'aviation civile afin d'évaluer les conditions d'une éventuelle reprise de cette desserte stratégique.

Les professionnels du tourisme considèrent cette liaison comme essentielle pour relancer le marché chinois à Maurice. Selon certaines estimations du secteur économique, Maurice accueillait près de 89 000 touristes chinois en 2014 grâce à l'existence de vols directs. Aujourd'hui, ce chiffre serait tombé à environ 14 000 visiteurs, une baisse qui inquiète fortement les opérateurs touristiques. Pour ces derniers, une connexion aérienne directe demeure indispensable afin de reconquérir le marché chinois et redynamiser les flux touristiques vers l'île.

Une concurrence renforcée dans le ciel mauricien

Le directeur d'Omarjee Holidays, Umarfarooq Omarjee, estime que l'arrivée d'Ethiopian Airlines représente une excellente nouvelle pour le secteur aérien mauricien. Selon lui, la compagnie possède un réseau mondial extrêmement développé et Addis-Abeba est devenu un hub incontournable reliant l'Afrique, l'Asie et l'Europe.

Il souligne également que cette nouvelle desserte pourrait faciliter les

déplacements dans le cadre de grands événements régionaux, notamment l'Africa Forum prévu en juillet prochain. La présence d'Ethiopian Airlines permettra, selon lui, à davantage de voyageurs africains de rejoindre Maurice plus facilement.

Umarfarooq Omarjee estime par ailleurs que l'arrivée d'un nouvel opérateur renforcera la concurrence dans le secteur aérien mauricien. Pendant plusieurs années, Maurice a dépendu fortement d'Emirates pour le transport international de passagers. Cette dépendance s'était particulièrement fait ressentir lorsque le hub de Dubaï avait connu des perturbations, entraînant une baisse significative du nombre de voyageurs vers l'île.

Concernant China Southern Airlines, il rappelle que la compagnie jouait autrefois un rôle majeur dans l'acheminement des touristes chinois vers Maurice grâce à plusieurs partenariats avec des tour-opérateurs asiatiques.

Selon lui, le retour d'un vol direct entre Maurice et la Chine représenterait une avancée considérable, non seulement pour le tourisme, mais aussi pour le monde des affaires. En l'absence de liaison directe, de nombreux hommes d'affaires mauriciens doivent aujourd'hui effectuer des trajets plus longs et plus coûteux pour rejoindre des villes comme Pékin, Shanghai ou Hong Kong.

Une reprise des vols directs permettrait ainsi de réduire les coûts de déplacement, d'améliorer les échanges commerciaux et de renforcer davantage les relations économiques entre Maurice et la Chine.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Africa Forward Summit: Navin Ramgoolam plaide à Nairobi pour une réforme des institutions mondiales

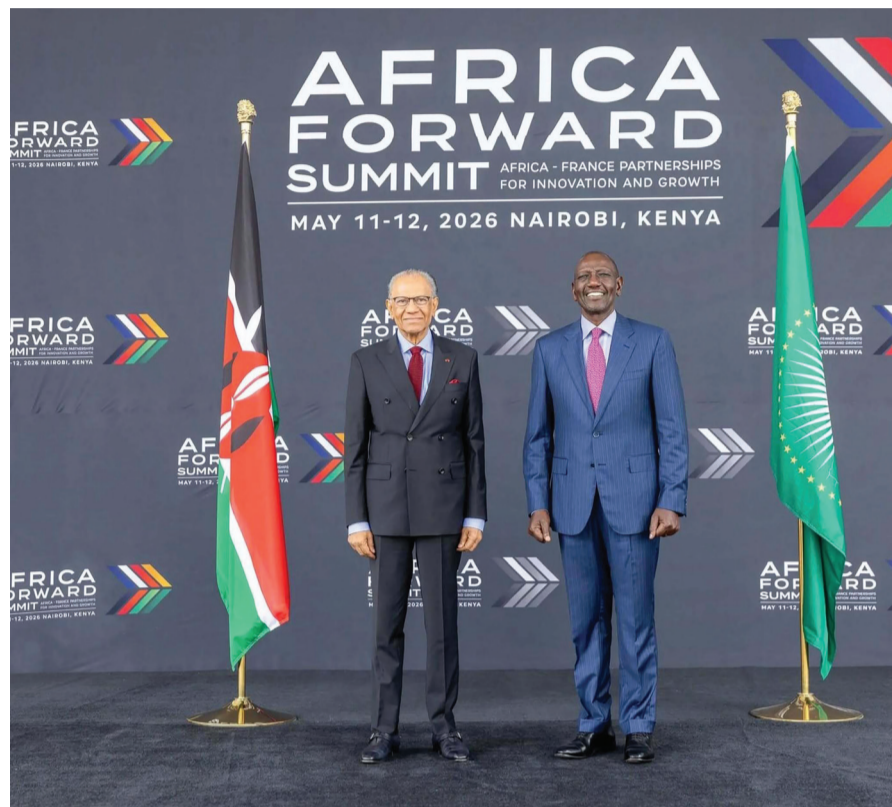
Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a marqué la participation de Maurice au prestigieux Africa Forward Summit, tenu à Nairobi, au Kenya, à l'invitation conjointe du président français Emmanuel Macron et du président kényan William Ruto.

Ce sommet de haut niveau avait pour objectif de mettre en avant le dynamisme et le potentiel innovant du continent africain afin de stimuler les échanges économiques et les investissements entre l'Afrique et la France, tout en renforçant les réponses communes face aux grands défis mondiaux. Dans ce contexte, la présence du chef du gouvernement mauricien visait à réaffirmer le positionnement stratégique de Maurice comme acteur régional influent et à consolider ses relations bilatérales avec plusieurs pays africains.

Un appel fort pour la paix, la sécurité et une nouvelle gouvernance mondiale

Lors de son intervention au Leaders' Plenary consacré à la paix et à la sécurité, Navin Ramgoolam a souligné les défis grandissants auxquels fait face le continent africain dans un contexte géopolitique international particulièrement tendu.

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes adaptés pour répondre aux enjeux liés au changement climatique,



à la sécurité maritime, au financement des missions de maintien de la paix ainsi qu'aux menaces croissantes en matière de cybersécurité.

Il a également plaidé pour le respect de l'État de droit et pour une réforme urgente des institutions internationales afin qu'elles soient davantage en phase avec les réalités contemporaines et les attentes des pays africains. L'un des moments forts du sommet a été la coprésidence par Navin Ramgoolam d'une table ronde consacrée à l'économie bleue aux côtés du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye.

Une coalition mondiale pour protéger les espaces marins

Dans son intervention, le chef du gouvernement mauricien a rappelé le rôle

essentiel de Maurice en tant qu'État océanique et représentant des petits États insulaires africains. Il a souligné que les océans ne peuvent plus être considérés uniquement comme des espaces géographiques, mais constituent désormais des piliers essentiels pour la transition énergétique, la sécurité alimentaire et le développement économique.

Le Premier ministre a lancé un appel à une réponse collective et responsable afin d'assurer la durabilité des océans et la protection des écosystèmes marins fragiles. Il a également exhorté les États à accélérer la ratification du traité sur la biodiversité au-delà des juridictions nationales.

Navin Ramgoolam a par ailleurs annoncé la création d'une aire marine

protégée dans l'archipel des Archipel des Chagos afin de préserver l'environnement marin grâce à des partenariats internationaux.

Il a aussi proposé la mise en place d'une « Global Blue Belt Coalition », une coalition d'États océaniques destinée à élaborer une feuille de route commune face aux défis maritimes mondiaux.

Une intense offensive diplomatique en marge du sommet

En marge du sommet, le Premier ministre a multiplié les rencontres bilatérales stratégiques. Lors de son entretien avec Emmanuel Macron, les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération entre Maurice et la France. Navin Ramgoolam a notamment remercié le président français pour la collaboration étroite avec les autorités de La Réunion dans la lutte contre le trafic de drogue et la pêche illégale.

Le Premier ministre a également sollicité l'assistance française pour la formation des policiers mauriciens spécialisés dans la protection des hautes personnalités, les unités motocyclistes ainsi que la coopération avec le laboratoire médico-légal. Une aide a aussi été demandée dans le domaine vétérinaire, notamment pour le futur hôpital vétérinaire mauricien.

Navin Ramgoolam a également rencontré le secrétaire général des Nations unies António Guterres, le président kényan William Ruto, le vice-Premier ministre du Congo, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie Louise Mushikiwabo ainsi que le chef du gouvernement marocain Aziz Akhannouch.



DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Les cliniques privées au cœur d'une stratégie tournée vers l'international

● Avec l'EDB, un nouveau plan d'action prend forme

Maurice veut désormais se positionner comme une destination incontournable du tourisme médical durable. C'est le principal message ressorti d'une interpellation parlementaire du député de l'Organisation du Peuple Rodriguais, Francisco François, adressée au ministère du Tourisme. En l'absence du ministre titulaire, c'est Michael Sik Yuen qui a assuré la suppléance et présenté les grandes orientations envisagées pour ce secteur en pleine expansion.



Selon les chiffres communiqués au Parlement, plus de 4 000 patients étrangers se rendent chaque année à Maurice pour bénéficier de traitements médicaux et de services liés au bien-être. Parmi eux, environ 1 000 proviennent principalement d'Afrique, des Seychelles, de Madagascar et des Comores. Face à ce potentiel jugé prometteur, le ministère du Tourisme, en collaboration avec l'Economic Development Board, travaille depuis août 2025 sur un vaste plan d'action destiné à structurer et développer cette industrie. Les autorités veulent faire de Maurice une destination de référence en matière de tourisme médical tout en attirant davantage d'investissements dans les infrastructures hospitalières, les centres de bien-être et les services de soutien médical.

Parmi les objectifs identifiés figurent également le renforcement des synergies entre les établissements de santé, les opérateurs touristiques et le secteur hôtelier, ainsi qu'une meilleure visibilité internationale de l'offre mauricienne. Une première ébauche du plan stratégique a d'ailleurs été finalisée en mars 2026 avant d'être transmise aux différentes parties concernées pour consultations et commentaires.

Plusieurs réunions de travail ont déjà été organisées avec le ministère de la Santé et du Bien-être, des cliniques privées, le Medical Council, le bureau du Premier ministre ainsi que le Passport and Immigration Office afin d'identifier les forces et les faiblesses du secteur.

Une clientèle régionale en quête de soins spécialisés

Les autorités estiment que ce créneau pourrait permettre à Maurice de se distinguer comme une destination offrant à la fois des soins de qualité et une expérience touristique haut de gamme. Le gouvernement souhaite également capitaliser sur la position stratégique de l'île entre l'Afrique et l'Asie afin d'attirer une clientèle régionale en quête de services spécialisés.

Mais plusieurs défis demeurent. Le rapport présenté met notamment en avant l'absence d'une vision commune du tourisme médical, un manque de coordination entre les secteurs public et privé, une faible visibilité internationale des services existants ainsi que des procédures administratives encore jugées trop lourdes pour les opérateurs et les patients étrangers.

Au Parlement, Michael Sik Yuen a insisté sur la nécessité d'une approche concertée : « *Nous avons besoin d'efforts coordonnés entre tous les acteurs du secteur de la santé, le ministère du Tourisme et le ministère de la Santé, avec surtout une stratégie claire et bien formulée.* »

Le ministre s'est également montré confiant quant au potentiel économique du secteur, affirmant que le tourisme médical pourrait devenir, dans les années à venir, « *l'un des piliers stratégiques de l'économie mauricienne et un moteur important de recettes en devises.* » Lors des questions supplémentaires,

Francisco François a demandé que l'ébauche du plan soit également partagée avec les parlementaires. Une autre interrogation a porté sur l'éventuelle intégration de services spécialisés liés aux traitements de l'infertilité pour les patients étrangers. Sur ce point, le ministre a indiqué qu'une consultation avec le ministre titulaire serait nécessaire avant toute précision supplémentaire. Une montée en puissance au service de la qualité des soins

Le privé met tous les atouts en oeuvre pour une médecine de pointe

Le développement du tourisme médical repose en grande partie sur la montée en puissance des cliniques privées, devenues aujourd'hui de véritables vitrines du savoir-faire médical mauricien. Avec des infrastructures modernes, des équipements de pointe et des spécialistes reconnus, plusieurs établissements attirent déjà une clientèle étrangère venant principalement d'Afrique, des Seychelles, de Madagascar ou encore des Comores.

Le groupe C-Care demeure l'acteur principal du secteur avec ses établissements répartis à Floréal, Moka, Grand-Baie et

Tamarin. C-Care Darné, réputée pour sa maternité et ses soins spécialisés, ainsi que C-Care Wellkin, ancien Apollo Bramwell, figurent parmi les références régionales en cardiologie, neurologie et médecine d'urgence.

De son côté, Artemis Curepipe Hospital ambitionne également de renforcer considérablement l'offre médicale mauricienne avec un établissement ultra-moderne multi-spécialités situé au cœur de Curepipe. Doté d'une capacité d'environ 81 lits, l'hôpital mise sur des équipements de dernière génération, des services spécialisés en cardiologie, neurologie, chirurgie avancée, soins intensifs et médecine d'urgence afin d'attirer aussi bien les patients locaux qu'étrangers.

Aujourd'hui, avec la nouvelle clinique de Cascavelle venant renforcer l'offre de soins sur la côte ouest, le secteur privé de la santé poursuit son expansion rapide afin de répondre à une demande croissante liée au tourisme médical et au développement résidentiel dans cette région de l'île. Cette modernisation des infrastructures médicales témoigne de la volonté des opérateurs privés de rapprocher les services spécialisés des différentes zones stratégiques du pays.



DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Alerte Ebola : surveillance renforcée pour les voyageurs en provenance d'Afrique

Face à la progression inquiétante de l'épidémie de maladie à virus Ebola en Afrique centrale, le gouvernement mauricien hausse le niveau de vigilance sanitaire. Le Conseil des ministres a pris note de la décision de l'organisation mondiale de la Santé de classer l'épidémie provoquée par le virus Bundibugyo en République démocratique du Congo et en Ouganda comme une urgence de santé publique de portée internationale.



Dans ce contexte, le ministère de la santé a renforcé les contrôles et les dispositifs de surveillance dans tous les ports d'entrée du pays, tout en travaillant à l'élaboration d'un protocole spécifique destiné aux voyageurs internationaux afin de prévenir tout risque d'introduction du virus sur le territoire mauricien.

177 décès suspects et un risque jugé "très élevé" au RDC

L'OMS a relevé le niveau en République démocratique du Congo (RDC) à "très élevé", alors que la situation continue de se détériorer. Selon le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, le nombre de décès suspects liés à cette flambée est estimé à 177, un chiffre largement supérieur aux sept décès confirmés à ce stade. L'OMS a également indiqué que l'épidémie, qui touche également l'Ouganda avec des cas confirmés, a été classée comme une urgence de santé publique de portée internationale, tout en précisant qu'elle ne remplit pas les critères d'une pandémie.

Les autorités sanitaires estiment que le nombre total de cas pourrait être bien plus élevé que les chiffres actuels, certaines estimations évoquant jusqu'à 750 cas potentiels non confirmés, en raison des difficultés de surveillance sur le terrain, notamment dans les zones touchées par l'insécurité.

L'épidémie est liée au virus Bundibugyo, une souche d'Ebola pour laquelle il n'existe actuellement ni vaccin homologué ni traitement spécifique approuvé, contrairement à d'autres variants plus connus du virus. L'OMS a déployé des équipes dans la province

de l'Ituri, considérée comme l'épicentre de l'épidémie, afin de renforcer la coordination des opérations de réponse et de surveillance.

Renforcement de la prévention contre les maladies vectorielles

Parallèlement, le gouvernement intensifie ses actions de prévention contre la leptospirose, le chikungunya et la dengue, maladies qui suscitent des préoccupations croissantes. Une approche coordonnée a été mise en place entre le ministère des Collectivités locales, le ministère de la santé et du bien-être, le ministère de l'Environnement, la gestion des déchets solides et le changement climatique, ainsi que les collectivités locales, le Mauritius Fire and Rescue Service et d'autres partenaires institutionnels.

Les autorités locales ont renforcé les opérations de dératisation et de pose d'appâts dans les espaces publics, notamment les marchés, accotements routiers, drains, ponts, rivières et terrains vagues où des cas d'infestation de rongeurs ont été signalés.

Des opérations de nettoyage et de rinçage supplémentaires sont également menées dans les marchés et espaces publics avec l'appui du Mauritius Fire and Rescue Service. Les collectivités locales mettent désormais en œuvre des programmes de dératisation structurés et réguliers couvrant des villes et villages entiers, plutôt que des interventions ponctuelles.

Application stricte des mesures sanitaires

Dans le même temps, des mesures d'application plus strictes sont engagées contre les propriétaires de terrains vagues ou de locaux non entretenus,

identifiés comme sources de conditions insalubres. Environ 3 000 avis d'infraction ont été émis depuis mars 2026 afin d'exiger le nettoyage et l'entretien de ces propriétés.

Le soutien de Mauri-Facilities Management Co. Ltd a également été sollicité pour appuyer les collectivités locales dans les opérations de nettoyage et d'assainissement. Une coordination opérationnelle a été mise en place afin

d'améliorer l'efficacité des interventions sur le terrain et la mobilisation des ressources disponibles.

Enfin, le ministère des collectivités locales organise des sessions de formation à l'intention des inspecteurs sanitaires afin de renforcer les capacités opérationnelles, améliorer l'application des lois sanitaires et garantir une meilleure protection de la santé publique sur l'ensemble du territoire.



Cas suspects de maladie main-pied-bouche à Mare D'Albert

Le Conseil des ministres a pris note que plusieurs cas suspects de maladie main-pied-bouche (Hand, Foot and Mouth Disease) ont été signalés à l'école gouvernementale de Mare D'Albert. La maladie main-pied-bouche est une infection virale courante, causée le plus souvent par des entérovirus, notamment le virus Cocksackie.

Elle touche principalement les jeunes enfants et se manifeste par de la fièvre, des maux de gorge, des lésions douloureuses dans la bouche

ainsi qu'une éruption cutanée sur les mains et les pieds. Très contagieuse, elle se transmet par contact direct avec la salive, les sécrétions nasales, les selles ou des objets contaminés.

Le ministère de l'éducation et des ressources humaines a immédiatement informé le Jawaharlal Nehru Hospital ainsi que le Rose Belle Area Health Centre de la situation ; et a ordonné la fermeture de l'école pour la journée et le report de la journée sportive prévue sur le terrain de football de Mare D'Albert.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Moorthy Nagalingum: le départ discret d'un géant de l'art mauricien

Moorthy Nagalingum s'est éteint à l'âge de 90 ans des suites d'un accident de la route, après plusieurs jours passés en soins intensifs. Figure majeure des arts plastiques à Maurice, fondateur du célèbre Salon de Mai et récemment élevé au rang de Commander of the Order of the Star and Key of the Indian Ocean (COSK), il laisse derrière lui un héritage artistique immense. Depuis l'annonce de son décès, les hommages se multiplient, même s'ils sont restés relativement discrets pour une figure de l'envergure.

Il est parti avec la même discrétion qui semblait habiter ses œuvres. Hospitalisé pendant plusieurs jours à la suite d'un grave accident de la route, Moorthy Nagalingum n'a finalement pas survécu à ses blessures. Son décès marque la disparition de l'un des plus grands bâtisseurs de l'art mauricien contemporain.

Le 12 mars dernier encore, la République lui rendait hommage en l'élevant au rang de Commander of the Order of the Star and Key of the Indian Ocean pour sa contribution exceptionnelle aux arts plastiques. Mais au-delà des distinctions officielles, c'est surtout un homme profondément respecté pour son humilité, sa rigueur et son engagement envers la culture qui s'en va.



L'homme qui a ouvert les portes de l'art mauricien

Moorthy Nagalingum n'était pas seulement peintre. Il était aussi pédagogue, mentor et bâtisseur d'institutions culturelles. Avant de se consacrer pleinement aux arts plastiques, il étudia le violon sous la direction de France Alleaume. Une sensibilité musicale qui influencera plus tard toute son approche artistique. Dans les années 1960, animé par une volonté d'élargir sa vision de l'art, il quitte Maurice pour poursuivre ses études en Inde, notamment à Santiniketan puis à la prestigieuse Madras School of Art.

À une époque où les références artistiques restaient largement occidentales

à Maurice, ce choix représentait une véritable ouverture intellectuelle. À son retour au pays, il rejoint le Mahatma Gandhi Institute en 1978 avant de prendre la direction de l'école des Beaux-Arts quelques années plus tard. Des générations d'étudiants passeront par ses salles de classe.

Le "Salon de Mai", un héritage culturel majeur

Parmi ses contributions les plus importantes figure la création du célèbre Salon de Mai, devenu au fil des années une plateforme incontournable pour les artistes mauriciens.

À une époque où les espaces artistiques demeuraient souvent fermés ou

réservés à certains cercles, Moorthy Nagalingum ouvre un nouvel espace d'expression, de dialogue et de créativité. Grâce à cette initiative, de nombreux jeunes artistes ont pu exposer leurs œuvres et croire en leur potentiel artistique. Parmi les nombreux hommages publiés depuis l'annonce de son décès, celui de Yuvan A. Beejadhur retient particulièrement l'attention.

Dans un texte empreint d'émotion, il décrit Moorthy Nagalingum comme « l'un des architectes silencieux de l'âme culturelle mauricienne ». Il raconte l'avoir rencontré il y a six mois à travers sa tante, Rambha Treebhobun Beejadhur, qui fut l'une de ses élèves.

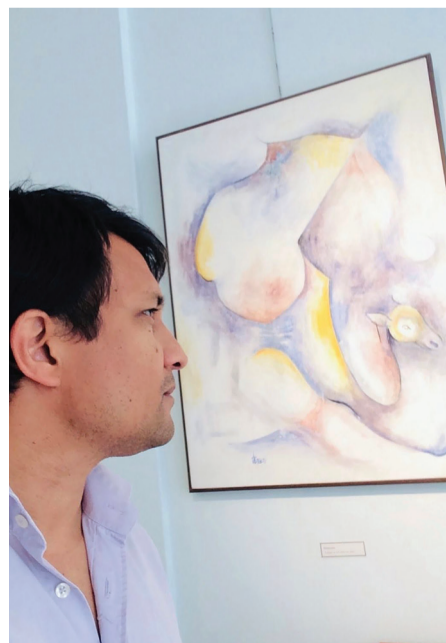
« Il m'a parlé ouvertement des difficultés qu'il avait rencontrées à ses débuts pour trouver sa place dans un univers artistique alors dominé par des cercles déjà établis.

Il a dû construire sa place par le talent, la résilience et un travail acharné », écrit-il.

Au-delà de l'émotion, Yuvan A. Beejadhur estime que la disparition de Moorthy Nagalingum invite à une réflexion plus large. Un tel départ ne devrait pas seulement susciter des condoléances, mais aussi des interrogations. Maurice reconnaît-elle pleinement ses grandes figures culturelles de leur vivant ou attend-elle trop souvent leur disparition pour mesurer leur véritable importance ? s'interroge-t-il.

Un héritage qui dépasse les générations Avec la disparition de Moorthy Nagalingum, Maurice perd bien plus qu'un artiste.

Le pays perd une figure culturelle majeure, un homme qui aura consacré sa vie à transmettre, construire et faire rayonner l'art mauricien. Son pinceau s'est arrêté. Mais l'empreinte qu'il laisse derrière lui demeure intacte.



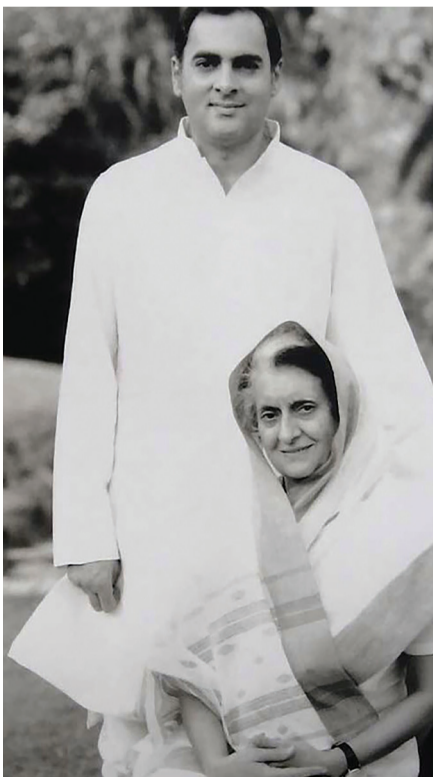
DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026



Rajiv Gandhi : destin tragique d'un Premier ministre visionnaire

Le 21 mai reste une date profondément marquante dans l'histoire de l'Inde. Ce jour-là, en 1991, l'ancien Premier ministre indien Rajiv Gandhi trouvait la mort dans un attentat-suicide à Sriperumbudur, dans l'État du Tamil Nadu, alors qu'il participait à un rassemblement électoral. Trente-cinq ans plus tard, son nom continue de résonner comme celui d'un dirigeant qui aura tenté de moderniser l'Inde à une période charnière de son histoire.

Chaque année, de nombreuses personnalités politiques indiennes lui rendent hommage, y compris l'actuel Premier ministre Narendra Modi, qui a salué sa mémoire à l'occasion de cet anniversaire tragique. Derrière les divergences politiques, l'histoire retient surtout qu'un ancien chef du gouvernement indien a payé de sa vie les tensions géopolitiques et les conflits régionaux qui secouaient alors l'Asie du Sud.



Une mort qui a bouleversé l'Inde

Le soir du 21 mai 1991, Rajiv Gandhi était en campagne pour les élections législatives indiennes. Alors qu'il s'approchait d'un groupe de sympathisants venus l'accueillir avec des fleurs, une femme kamikaze liée aux Tigres tamouls du LTTE déclencha une bombe dissimulée sur elle. L'explosion fut d'une violence extrême. Rajiv Gandhi mourut sur le coup, aux côtés de plusieurs autres personnes présentes sur les lieux.

Cet assassinat choqua profondément l'Inde et le monde entier. Il marqua aussi l'un des tournants les plus sombres de la politique indienne contemporaine. Le LTTE reprochait à Rajiv Gandhi l'envoi de la Force indienne de maintien de la paix au Sri Lanka à la fin des années 1980, une décision qui avait plongé l'Inde dans un conflit complexe et particulièrement meurtrier.

Sa disparition intervint à seulement 46 ans. Beaucoup estimaient alors qu'il représentait encore l'avenir politique de l'Inde.

Le plus jeune Premier ministre indien

Né le 20 août 1944, Rajiv Gandhi était le fils d'Indira Gandhi et le petit-fils de Jawaharlal Nehru. Pourtant, rien ne le destinait initialement à la politique. Pilote de ligne de profession, il menait une vie relativement discrète avant d'être propulsé sur le devant de la scène après la mort de son frère Sanjay Gandhi.



En 1984, après l'assassinat d'Indira Gandhi, Rajiv Gandhi prit les rênes du pays dans un contexte explosif marqué par les violences communautaires et une immense instabilité nationale. À seulement 40 ans, il devint le plus jeune Premier ministre de l'histoire de l'Inde.

Son arrivée au pouvoir symbolisait alors une rupture générationnelle. Il incarnait une Inde tournée vers la technologie, la modernisation et l'ouverture.

L'homme de la modernisation

Rajiv Gandhi restera dans l'histoire comme l'un des principaux artisans de l'entrée de l'Inde dans l'ère informatique. À une époque où l'ordinateur suscitait encore de nombreuses résistances, il encouragea fortement le développement des télécommunications, de l'informatique et des nouvelles technologies.

Beaucoup considèrent aujourd'hui que les bases de l'Inde numérique moderne ont été posées sous son gouvernement. Il soutint également la modernisation de l'administration publique et lança plusieurs réformes destinées à rendre l'État plus efficace.

Parmi ses décisions importantes figurent aussi les réformes dans l'éducation, la décentralisation administrative et le renforcement des collectivités locales. Rajiv Gandhi croyait fermement que le développement devait atteindre les villages et les régions éloignées. Il chercha également à réduire la bureaucratie et à attirer davantage d'investissements pour moderniser l'économie indienne.

Des décisions difficiles et controversées

Mais son parcours politique ne fut pas exempt de critiques. Rajiv Gandhi dut faire face à plusieurs crises majeures qui fragilisèrent son pouvoir. L'affaire Bofors, un scandale de corruption lié à un contrat d'armement suédois, ternit fortement son image. Même si sa responsabilité directe ne fut jamais clairement établie, cette affaire alimenta une profonde défiance envers son gouvernement.

Sa décision d'envoyer des troupes indiennes au Sri Lanka dans le cadre d'un accord de paix avec Colombo demeure également l'une des décisions les plus controversées de son mandat. L'opération se transforma rapidement en conflit sanglant entre l'armée indienne et les rebelles tamouls du LTTE. Rajiv Gandhi se retrouva ainsi confronté à des choix géopolitiques extrêmement complexes, dans une région déjà marquée par les tensions ethniques, religieuses et stratégiques.

Un héritage toujours présent

Malgré les controverses, Rajiv Gandhi conserve une place importante dans l'histoire politique indienne. Beaucoup voient en lui un dirigeant visionnaire qui avait compris avant les autres l'importance de la technologie et de la modernisation économique. Son héritage reste également vivant à travers le Indian National Congress et sa famille, notamment à travers Rahul Gandhi et Sonia Gandhi.

Au-delà de la politique, Rajiv Gandhi demeure associé à l'image d'un homme dont le destin fut brutalement interrompu par la violence politique. Son assassinat rappelle encore aujourd'hui les dangers auxquels sont exposés les dirigeants dans des contextes marqués par le terrorisme et les conflits régionaux.

Trente-cinq ans après sa disparition, l'Inde continue de se souvenir d'un Premier ministre qui voulait transformer son pays et qui aura laissé, malgré les tempêtes politiques, une empreinte durable sur la plus grande démocratie du monde.

Pentecôte 2026 : des milliers de fidèles attendus pour un grand rassemblement de foi et d'unité

À l'occasion de la fête de la Pentecôte célébrée ce dimanche 24 mai 2026, le diocèse de Port-Louis organise un immense rassemblement au Collège St Mary's, à Rose-Hill. Fidèles, familles et jeunes venus des quatre coins de l'île sont attendus pour une journée de prière, de communion et de célébration placée sous le souffle de l'Esprit Saint. Une Pentecôte placée sous le signe de l'unité et de l'espérance

Fête majeure du calendrier chrétien, la Pentecôte commémore la descente de l'Esprit Saint sur les apôtres, cinquante jours après Pâques. Pour cette édition 2026, le diocèse souhaite donner une dimension particulière à cet événement spirituel. Monseigneur Jean Michaël Durhône lance un appel fort aux fidèles :

« En ces temps de grands défis et de grandes incertitudes pour notre société et le monde, rassemblons-nous comme une seule famille pour invoquer l'Esprit Saint afin qu'il continue d'embraser nos cœurs, nos familles, notre pays et notre monde. »

L'évêque de Port-Louis insiste également sur la mission de chaque baptisé : « Enfants, jeunes, familles... nous avons tous notre place dans l'Église. Portés par l'Esprit Saint, nous pouvons participer à ce nouvel élan missionnaire pour l'Église à venir. »



80 confirmations au cœur de la célébration

Cette Pentecôte 2026 sera marquée par un moment particulièrement fort : la confirmation de 80 adultes et jeunes issus de différentes paroisses du diocèse. Ce sacrement, directement lié à l'événement de la



Pentecôte, sera conféré par l'évêque lui-même au cours de la messe. Chaque confirmand recevra l'imposition des mains et l'onction du Saint Chrême, symbole du don de l'Esprit Saint. « En recevant la confirmation, ils sont appelés à affermir leur foi et à devenir témoins de l'Évangile dans la société », souligne le diocèse.

Une journée portée par la prière, la louange et les jeunes

Le rassemblement débutera dès 10 heures avec une animation spirituelle axée sur la prière, la louange et l'écoute. Plusieurs groupes participeront à cette première partie de la journée, notam-

ment le Renouveau Charismatique, la Pastorale des Jeunes ainsi que le groupe Living Waters.

Des temps de louange, des animations, des flash mobs et plusieurs moments de prière rythmeront la matinée. Un espace d'écoute et d'accompagnement spirituel sera également mis à disposition des fidèles. La Pastorale des Jeunes proposera une animation artistique et spirituelle autour du thème : « Kan Lespri Sin tous mo lavi », mêlant chants, témoignages et mises en scène. Les communautés de Rodrigues, des Chagos et d'Agaléga participeront également à cette célébration dans une démarche d'inculturation, de partage et d'unité.



Une organisation pensée pour accueillir tous les fidèles

L'organisation de cet événement d'envergure est coordonnée par un comité diocésain présidé par le père Patrick Polydor, avec plusieurs sous-comités chargés de la liturgie, de la logistique, de la communication et de la préparation spirituelle.

Une attention particulière a été accordée aux personnes en situation de handicap, avec des espaces réservés aux fauteuils roulants et un accompagnement assuré par des équipes spécialisées. Des dispositions spécifiques ont également été prévues pour les enfants ainsi que pour les familles accompagnatrices.

Au-delà de la célébration liturgique, cette Pentecôte 2026 se veut un véritable temps de rassemblement, de mission et de renouveau spirituel pour l'Église à Maurice, portée par l'appel à vivre pleinement l'action de l'Esprit Saint. Le diocèse recommande aux participants de venir vêtus de blanc, symbole du baptême, de la lumière et de la pureté.

Une célébration de foi et d'espérance

La Pentecôte est une fête majeure du calendrier chrétien célébrée cinquante jours après Pâques. Elle commémore la descente de l'Esprit Saint sur les apôtres de Jésus-Christ, réunis à Jérusalem après sa résurrection. Selon la Bible, cet événement leur a donné la force, le courage et la sagesse nécessaires pour annoncer l'Évangile au monde entier.

La Pentecôte est souvent considérée comme la naissance de l'Église chrétienne, car elle marque le début de la mission des apôtres auprès des peuples. Elle symbolise également l'unité, le partage et le renouveau spirituel.

Aujourd'hui, cette célébration rassemble des millions de fidèles à travers le monde autour de messes, de prières et de moments de communion. Pour les croyants, la Pentecôte représente un appel à vivre dans la foi, l'espérance et la solidarité, tout en laissant l'Esprit Saint guider leurs actions au quotidien.

Kristen Élodie Ladouce : « Créer du contenu aujourd'hui est un véritable métier de communication et de marketing »

Animatrice radio, mannequin et créatrice de contenu, Kristen Élodie Ladouce évolue à la croisée de deux univers complémentaires : celui des médias traditionnels et celui, en pleine expansion, du digital. À travers son expérience, cette ancienne prof de musique, défend une vision structurée et exigeante de la création de contenu, qu'elle considère avant tout comme un véritable métier professionnel, reposant sur la rigueur, la stratégie et la constance.



« Créer du contenu peut paraître fun, mais cela demande de vraies expertises. Il faut de l'imagination avant tout, de l'originalité, et être capable de proposer un concept cohérent », précise-t-elle.

« Influenceuse n'est pas le bon mot »

D'emblée, Kristen Élodie Ladouce tient à clarifier la manière dont elle est perçue sur les réseaux sociaux. « Influenceuse, ce n'est pas le mot. Je dirais plutôt créatrice de contenu », explique-t-elle. Pour elle, cette distinction est essentielle : son activité ne repose pas uniquement sur la visibilité ou l'image, mais sur un véritable travail de production destiné aux marques et à des projets construits. Son entrée dans cet univers s'est faite progressivement. Elle évoluait déjà dans le milieu de l'image à travers le mannequinat. Mais c'est par la cuisine qu'elle commence à créer du contenu.

Passionnée, elle apprend très tôt aux côtés de sa grand-mère, qu'elle décrit comme une excellente cuisinière. Même à l'école elle fut première en cours de cuisine. Elle décide alors de partager ses recettes sur les réseaux sociaux.

« C'est un peu par hasard au départ. Je faisais des vidéos de cuisine parce que j'aimais ça. Et petit à petit, des marques m'ont contactée, et j'ai commencé à produire du contenu pour elles », explique-t-elle. Ce qui était au départ une passion devient progressivement une activité professionnelle structurée.

Un métier de réflexion, de stratégie et de création

Formée en communication, Kristen insiste sur le fait que la création de contenu est souvent sous-estimée. Si elle peut paraître ludique ou spontanée, elle repose en réalité sur un ensemble de compétences techniques et créatives.



Chaque projet implique une réflexion approfondie : comprendre une marque, identifier son message, choisir les bons angles, travailler la lumière, la posture et surtout l'intention derrière chaque image. À cela s'ajoute un travail de recherche indispensable pour construire un contenu pertinent.

Elle souligne également l'importance des compétences techniques, notamment le montage et la gestion des outils numériques. « Ce n'est pas seulement filmer. Il faut savoir monter, structurer, ajouter du rythme et adapter le contenu à la plateforme », ajoute-t-elle.

La réalité du métier de créatrice de contenu

Derrière l'apparente simplicité des réseaux sociaux, Kristen insiste sur une réalité souvent méconnue : la création de contenu est un travail exigeant et structuré. Une seule série de vidéos peut représenter plusieurs jours de travail. Tout commence par la recherche d'idées, l'analyse de l'audience, puis la construction d'un concept clair et efficace. Viennent ensuite le tournage, le montage, les ajustements, l'ajout de sous-titres et la finalisation visuelle.

Travaillant souvent seule, avec des moyens simples comme un trépied, elle souligne l'importance de l'autono-

mie, de la discipline et d'une créativité constante pour maintenir un niveau de qualité élevé.

Marketing digital et évolution des usages

Selon elle, l'évolution des réseaux sociaux a profondément transformé la communication des marques. Depuis la pandémie, les plateformes digitales sont devenues des outils centraux, reléguant progressivement les médias traditionnels à un rôle secondaire.

Cette transformation a ouvert de nombreuses opportunités, mais elle a aussi renforcé les exigences du secteur. Les collaborations entre créateurs et marques reposent désormais sur des critères précis : cohérence de l'image, pertinence du contenu et engagement réel de l'audience. Cependant, Kristen tient à nuancer une idée répandue : l'influence ne se résume pas aux chiffres. « Ce n'est pas qu'une question de followers. C'est surtout une question de confiance et de relation avec une communauté », affirme-t-elle.

Patience, discipline et professionnalisme

Dans un environnement souvent perçu comme rapide et accessible, Kristen Élodie Ladouce défend une vision beaucoup plus structurée du métier. Pour elle, trois valeurs sont essentielles pour évoluer durablement dans la création de contenu : la patience, le professionnalisme et la constance.

Chaque publication engage une responsabilité, notamment lorsqu'il s'agit de représenter une marque. L'image transmise doit être cohérente, maîtrisée et alignée avec les attentes des collaborations. La création de contenu est aujourd'hui bien plus qu'un simple loisir numérique. C'est un métier hybride, à la croisée de la communication, du marketing et de la création visuelle.

Entreprenariat : La roselle, le fruit qui a donné naissance à Fridisik



Née d'un petit jardin fruitier à Goodlands, Fridisik est une jeune entreprise artisanale fondée par le jeune couple Hud et Mehryne Annooar-Nohur. Porté par la transformation de la roselle, fruit encore peu exploité localement, le projet mêle passion agricole, créativité culinaire et ambition entrepreneuriale.

C'est dans un cadre simple, que l'histoire de Fridisik commence. Le couple, Mehryne Annooar-Nohur et son époux Hud Nohur, tous deux âgés de 28 ans, entretient un petit jardin fruitier non loin de leur domicile à Goodlands. « Fridisik est née du jour au lendemain, sans plan précis », explique la cofondatrice.

L'idée de planter de la roselle vient d'une rencontre passée. Journaliste à l'époque, Mehryne découvre ce fruit au détour d'un entretien avec un passionné de plantation. « C'est lors d'une interview que j'ai découvert la roselle. La personne que j'interviewais nous a même offert les graines. Tout est parti de là », se souvient-elle.

La roselle, un fruit encore méconnu à Maurice

Plante de la famille des hibiscus, la roselle, parfois appelée bissap à Maurice, reste encore peu exploitée dans l'alimentation locale, malgré ses multiples usages. « La roselle est un fruit parenté au lalo, originaire d'Afrique de l'Ouest. On peut la consommer en jus, en thé ou en confiture », précise Mehryne. Face à une récolte plus abondante que

prévu, le couple décide d'explorer une nouvelle voie. « Au départ, je faisais des confitures pour offrir à la famille. Mais cette année, nous avons récolté en grande quantité. C'est là que tout a changé », ajoute-t-elle.

Du geste familial au projet entrepreneurial

Le passage du loisir à l'entrepreneuriat se fait rapidement. Encouragée par son époux, Mehryne accepte de transformer cette activité en projet structuré. « Mon époux m'a dit qu'il fallait aller plus loin. Le jour où nous avons décidé de nous lancer, il avait déjà tout préparé : le nom, le logo, l'identité.

Fridisik était née en quelques heures », raconte-t-elle. Le nom lui-même reflète



l'esprit du projet : un jeu de mots autour de "fruits" et "sucre". « C'est aussi une idée de mon époux. Il a beaucoup d'humour, et cela reflète bien l'esprit de notre marque », confie-t-elle. Aujourd'hui, l'activité reste artisanale et familiale. Le couple travaille principalement après leurs heures de bureau et les week-ends, avec l'aide ponctuelle de la famille.

Un processus artisanal et naturel

Chaque fruit transformé demande une méthode spécifique. Pour la roselle, il faut séparer délicatement la chair des capsules de graines. Pour d'autres fruits comme la carambole, le processus diffère. « Chaque fruit a sa propre technique. Nous adaptons notre méthode en fonction de sa nature », explique la fondatrice.

La démarche de Fridisik repose sur une philosophie claire : préserver le naturel. « Nous n'utilisons aucun produit chimi-

que ni additif artificiel. Même la pectine est extraite naturellement de fruits riches en pectine », insiste-t-elle. La stérilisation du matériel est également une étape essentielle pour garantir la qualité et la conservation des produits.

Une présence encore digitale mais en expansion

Face à une production limitée dans leur propre jardin, le couple s'approvisionne désormais auprès de petits planteurs à travers l'île. « Nous travaillons avec des producteurs locaux, en privilégiant ceux qui cultivent de manière la plus naturelle possible », précise Mehryne.

Aujourd'hui, Fridisik se développe principalement via les réseaux sociaux. Mais l'ambition est claire : élargir la distribution. « Nous sommes activement à la recherche de boutiques et de cafés qui pourraient proposer nos produits », indique Mehryne.

Les retours des clients sont encourageants. Le concept attire par son originalité. « Les gens sont souvent surpris par nos choix de fruits. Ils découvrent des goûts qu'ils ne connaissent pas en confiture », explique-t-elle.

Au-delà du produit, Fridisik est avant tout une aventure humaine. « Ce que nous aimons le plus, c'est de construire cela ensemble. Et voir les retours des clients est extrêmement motivant », confie Mehryne. Le projet repose également sur une dynamique familiale, où chacun apporte son aide selon les besoins. Pour l'avenir, les fondateurs souhaitent développer une clientèle fidèle et positionner leur marque dans le paysage artisanal local. « Nous espérons devenir une référence dans la confiture artisanale à base de fruits locaux », affirme Mehryne.

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Pourquoi le chien est devenu bien plus qu'un simple animal de compagnie

Dans une société où le stress, la solitude et la pression du quotidien prennent de plus en plus de place, le chien s'impose aujourd'hui comme bien plus qu'un simple animal domestique. Pour beaucoup de familles, de jeunes professionnels, d'étudiants ou de personnes âgées, il devient un véritable compagnon de vie, un soutien émotionnel et parfois même une source de stabilité dans les périodes difficiles.



Longtemps considéré principalement comme un gardien de maison ou un animal de compagnie destiné aux enfants, le chien occupe désormais une place centrale dans de nombreux foyers. Son rôle dépasse largement celui d'un simple compagnon : il contribue au bien-être mental, physique et émotionnel de ses propriétaires.

Dans un monde où les écrans remplacent souvent les interactions humaines et où le rythme de vie devient de plus en plus intense, la présence d'un chien apporte une forme d'équilibre que beaucoup recherchent sans toujours le réaliser.

Un remède contre la solitude

La solitude touche aujourd'hui toutes les générations. Jeunes vivant seuls, couples sans enfants, personnes âgées isolées ou travailleurs vivant loin de leur famille : nombreux sont ceux qui ressentent ce vide silencieux une fois la journée terminée.

Le chien apporte une présence constante dans la maison. Il accueille son maître avec enthousiasme, réclame de l'attention et crée une connexion émotionnelle sincère. Contrairement aux relations humaines parfois compliquées, un chien ne juge pas, ne critique pas et ne trahit pas.

Pour certaines personnes, cette présence peut véritablement transformer le quotidien. Plusieurs études ont démontré que les propriétaires de chiens souffrent moins d'anxiété et de dépression. Le simple fait de caresser un animal réduit le stress et favorise la production d'hormones liées au bien-être. Durant les périodes difficiles, beaucoup considèrent leur chien comme un véritable soutien

psychologique. Certains parlent même de leur animal comme d'un membre de la famille à part entière.

Une raison de sortir et de bouger

L'un des grands avantages d'avoir un chien est qu'il oblige à adopter une routine plus active. Peu importe la fatigue ou les soucis de la journée, il faut sortir pour les promenades, jouer avec lui et lui consacrer du temps.

Dans une époque marquée par la sédentarité, les longues heures devant les écrans et le manque d'activité physique, le chien pousse naturellement son propriétaire à bouger davantage. Les promenades quotidiennes deviennent souvent des moments de détente, loin des tensions du travail ou des problèmes personnels.

De nombreux propriétaires affirment également que leur chien les aide à maintenir une certaine discipline de

vie. Se réveiller plus tôt, sortir prendre l'air ou simplement marcher régulièrement améliore la santé physique et mentale.

Le chien favorise aussi les interactions sociales. Dans les parcs, les quartiers ou les plages, il crée facilement des discussions entre inconnus. Beaucoup de personnes timides ou isolées retrouvent ainsi un lien social grâce à leur compagnon à quatre pattes.

Un apprentissage de la responsabilité

Posséder un chien demande du temps, de l'organisation et de la patience. Il faut penser à son alimentation, ses vaccins, ses soins vétérinaires, son hygiène et son éducation.

Pour les enfants, grandir avec un chien peut être une expérience extrêmement enrichissante. Cela leur apprend la responsabilité, l'empathie et le respect des animaux. Plusieurs spécialistes estiment même que les enfants vivant avec des animaux développent souvent une meilleure intelligence émotionnelle.

Chez les adultes aussi, le chien peut aider à réorganiser certaines priorités de vie. Il rappelle qu'il est important de ralentir, de profiter des petits moments simples et de prendre soin d'un autre être vivant.

Un engagement sérieux à ne pas sous-estimer

Mais malgré tous ses bienfaits, avoir un chien ne doit jamais être une décision prise à la légère. Un animal représente une responsabilité qui

peut durer dix à quinze ans, parfois davantage selon les races.

Le coût financier peut également être important : nourriture, vétérinaire, toilettage, accessoires, garderie ou soins médicaux représentent un budget régulier. Certaines personnes réalisent trop tard qu'elles ne disposent ni du temps ni des moyens nécessaires pour s'occuper correctement de leur animal.

Le chien a aussi besoin d'attention et d'affection. Le laisser seul toute la journée ou négliger ses besoins peut entraîner du stress, des troubles du comportement et même de la souffrance chez l'animal. Avant toute adoption, il est donc essentiel de réfléchir sérieusement à son mode de vie, son emploi du temps et sa capacité à offrir une vie stable et équilibrée au chien.

Une présence qui change le quotidien

Malgré les responsabilités qu'il implique, le chien continue d'occuper une place unique dans la vie de millions de personnes à travers le monde. Pour certains, il est un confident silencieux. Pour d'autres, un partenaire de sport, un protecteur ou simplement une source quotidienne de bonheur.

Dans un monde de plus en plus rapide, stressant et parfois déshumanisé, le chien rappelle une chose essentielle : les liens les plus simples sont souvent les plus précieux.

Au final, avoir un chien ne transforme pas seulement une maison. Cela transforme souvent la manière de vivre, de ressentir et même de voir le monde.



Le Journal
Dimanche

LE JOURNAL DU DIMANCHE

L'info sans compromis

Abonnez-vous dès maintenant

- > Politique
- > Business
- > Sport
- > International
- > Culture & Société


Chaque semaine,
Le Journal du Dimanche
vous livre :


- > Des enquêtes exclusives
- > Des interviews sans concession
- > Des analyses économiques pointues
- > Les coulisses du pouvoir
- > Les grandes tendances à Maurice et à l'international



 | Journaldudimanche.com

 Rue Ritter, Curepipe

 info@journaldudimanche.com

 +230 5777 7458

“Hai Jawani Toh Ishq Hona Hai” : les producteurs défendent une histoire totalement originale face aux accusations

Le film très attendu Hai Jawani Toh Ishq Hona Hai, avec Varun Dhawan, fait actuellement l'objet de nombreuses discussions dans l'industrie autour de l'originalité de son scénario.

Face aux spéculations, la société de production Tips Films a publié une déclaration officielle sur Instagram afin de clarifier la situation. Dans ce communiqué, le producteur Ramesh Taurani, le réalisateur David Dhawan ainsi que l'ensemble de l'équipe du film affirment que le long-métrage repose sur une histoire et un scénario entière-



ment originaux.

Le studio insiste également sur le fait que le film « ne présente aucune ressemblance avec une autre œuvre cinématographique », répondant ainsi aux débats circulant actuellement dans le milieu du cinéma et sur les réseaux sociaux.

Considéré comme l'une des grandes sorties cinématographiques de 2026, Hai Jawani Toh Ishq Hona Hai continue donc de susciter l'attention, autant pour son casting que pour les controverses entourant sa conception.

“Dushman Ka Dada” : l'hymne déjanté du super-héros de The Great Grand Superhero dévoilé

Le film *The Great Grand Superhero*, porté par Jackie Shroff, continue de faire monter l'attente autour de son univers atypique avec la sortie de son nouveau morceau promotionnel intitulé *Dushman Ka Dada*.

Présenté comme un hymne de super-héros au style volontairement excentrique, le titre met en avant un personnage principal hors normes évoluant dans un monde chaotique mêlant action, humour et science-fiction. Le morceau reflète l'identité décalée du film, où le héros agit en marge des règles classiques tout en affrontant des situations extrêmes avec une énergie survoltée.

La chanson est produite par Zee Music Company, composée par Ajay Jayanthi, écrite par Arushi Kaushal et interprétée par Amit Trivedi, dont la performance vocale apporte une



dynamique particulièrement entraînante au morceau.

Avec ses sonorités accrocheuses et son ton volontairement ludique, *Dushman Ka Dada* offre un aperçu plus précis de l'univers du film, qui semble miser sur un mélange de spectacle, de fantaisie et d'énergie populaire.

“The India Story” : le film de Kajal Aggarwal et Shreyas Talpade fixe enfin sa date de sortie

Le drame socio-politique *The India Story*, avec Kajal Aggarwal et Shreyas Talpade, a officiellement confirmé sa date de sortie en salles, suscitant un regain d'intérêt autour du projet.

Réalisé par Chettan DK et écrit et produit par Sagar B Shinde, le film s'inscrit dans la catégorie des drames socio-nationaux abordant des problématiques contemporaines à forte résonance publique. Selon ses créateurs, l'histoire se concentre sur un sujet sensible et ambitieux, destiné à provoquer des discussions à l'échelle nationale.

Après une période de dis-

crétion autour de sa production, les équipes ont finalement annoncé que *The India Story* sortira en salles le 24 juillet. Le projet est présenté comme un film engagé, cherchant à dépasser le simple cadre du divertissement afin d'explorer des enjeux de société plus larges.



“System” : le thriller judiciaire à enjeux élevés avec Sonakshi Sinha dévoile sa date de sortie

La plateforme Prime Video a confirmé la date de première mondiale de son nouveau film original *System*, un thriller judiciaire intense porté par l'actrice Sonakshi Sinha.

Situé dans un univers dominé par les privilèges et les rapports de pouvoir, le film explore les dérives d'un système judiciaire où la vérité

ne se limite pas aux décisions rendues au tribunal. L'histoire suit une procureure issue d'un milieu privilégié qui s'associe à une sténographe venant d'un milieu modeste afin de révéler des injustices enfouies, les confrontant à un dilemme entre pouvoir et justice.

Le casting réunit également l'actrice Jyotika ainsi que le réalisa-

teur et acteur Ashutosh Gowariker, accompagnés de plusieurs seconds rôles, dont Adinath Kothare et Sayandeep Gupta. Présenté comme un drame à forte tension dramatique, *System* se positionne comme un récit centré sur les zones grises de la justice et les compromis moraux auxquels sont confrontés ses protagonistes.



Rambo : James Franco fait son grand retour dans le rôle du méchant du préquel

Le retour de la franchise Rambo prend une nouvelle. Alors que le tournage du très attendu préquel consacré aux origines de John Rambo vient de s'achever, la production a confirmé l'arrivée de James Franco dans le rôle de l'un des principaux antagonistes du film. Une décision qui marque un tournant important dans la carrière de l'acteur américain, absent des grandes productions hollywoodiennes depuis plusieurs années.

Produit par Sylvester Stallone, ce nouveau long-métrage replongera les spectateurs dans la jeunesse du célèbre vétéran avant les événements du film culte *First Blood* sorti en 1982. Même si Stallone ne reprendra pas



officiellement le rôle iconique qui a marqué sa carrière, l'acteur reste étroitement impliqué dans le projet en tant que producteur. Selon plusieurs sources proches de la production, une apparition surprise de Stallone dans le film ne serait d'ailleurs pas totalement écartée.

Pour interpréter le jeune John Rambo, les producteurs ont misé sur Noah Centineo. Le film sera réalisé par Jalmari Helander, connu pour le film d'action *Sisu*. L'intrigue se déroulera durant la guerre du Vietnam et explorera les premières années militaires de Rambo, bien avant qu'il ne devienne le vétéran traumatisé et solitaire que le public a découvert dans les années 1980. Mais c'est surtout le retour de James Fran-

co qui alimente les discussions dans l'industrie du cinéma. L'acteur n'avait plus participé à une grande production hollywoodienne depuis plusieurs années. Ce rôle de méchant marque également une forme de retour aux sources pour Franco, qui n'avait plus incarné d'antagoniste majeur depuis son interprétation de Harry Osborn dans *Spider-Man 3* de Sam Raimi. À l'époque, son personnage du *Green Goblin* avait marqué les fans de la trilogie.

Avec un univers militaire brutal, une plongée dans la guerre du Vietnam et le retour d'un nom controversé à Hollywood, ce préquel de Rambo s'annonce déjà comme l'un des blockbusters les plus commentés de 2027.

Fin de l'aventure pour Emily in Paris : Netflix tourne la page après la saison 6

La série à succès *Emily in Paris* tirera officiellement sa révérence après une sixième et ultime saison. La plateforme Netflix a confirmé jeudi que cette nouvelle salve d'épisodes marquera la fin des aventures d'Emily Cooper, incarnée par Lily Collins.

L'annonce intervient alors que le tournage de cette dernière saison débute actuellement en Grèce. Avec cette décision, *Emily in Paris* rejoint d'autres productions populaires de Netflix comme *The Lincoln Lawyer* et *The Night Agent*, également annoncées comme arrivant à leur terme lors de leurs prochaines saisons.

La série avait pourtant été renouvelée en janvier dernier après

une cinquième saison marquée par plusieurs bouleversements dans la vie d'Emily. Le final voyait notamment l'héroïne choisir de revenir à Paris après l'ouverture d'un bureau à Rome pour son agence de marketing, tout en mettant fin à une nouvelle relation amoureuse.

Le créateur de la série, Darren Star, a expliqué que ce retour à Paris représentait une évidence pour le personnage. Selon lui, Emily a compris que la capitale française était désormais son véritable foyer et que son aven-

ture parisienne n'était plus temporaire. Dans un communiqué, Darren Star a salué "*une aventure extraordinaire*" vécue avec les équipes artistiques et techniques de la série. Il a également remercié les fans pour leur fidélité depuis le lancement du programme.

De son côté, Lily Collins a promis une ultime saison riche en émotions. L'actrice a affirmé que toute l'équipe mettait "*son cœur*" dans cette conclusion afin d'offrir un final mémorable aux téléspectateurs. Depuis 2023, *Emily in Paris* a enregistré près de 250 millions de vues sur Netflix, confirmant son immense popularité à travers le monde.



"Kylie" : le documentaire Netflix sur Kylie Minogue dévoile son arrivée imminente

La plateforme Netflix s'apprête à diffuser *Kylie*, un documentaire consacré à la carrière et à la vie de la chanteuse australienne Kylie Minogue, figure emblématique de la pop mondiale.

Surnommée la "*Princess of Pop*", Kylie Minogue s'est imposée comme l'une des artistes les plus influentes de sa génération, avec plus de 80 millions de disques vendus à travers le monde. Le documentaire promet de retracer son parcours musical exceptionnel, tout en explorant ses défis personnels et ses périodes de renaissance artistique.

Selon les premières images du trailer, le film alterne entre séquences de concerts, moments en coulisses et témoignages intimes. On y découvre également une artiste revenant sur des périodes difficiles de sa vie, évoquant avec émotion les épreuves qui ont marqué sa carrière.

Kylie entend ainsi offrir un portrait plus intime et complet de la chanteuse, en allant au-delà de son image de star internationale pour montrer les coulisses de son parcours personnel et professionnel.



DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

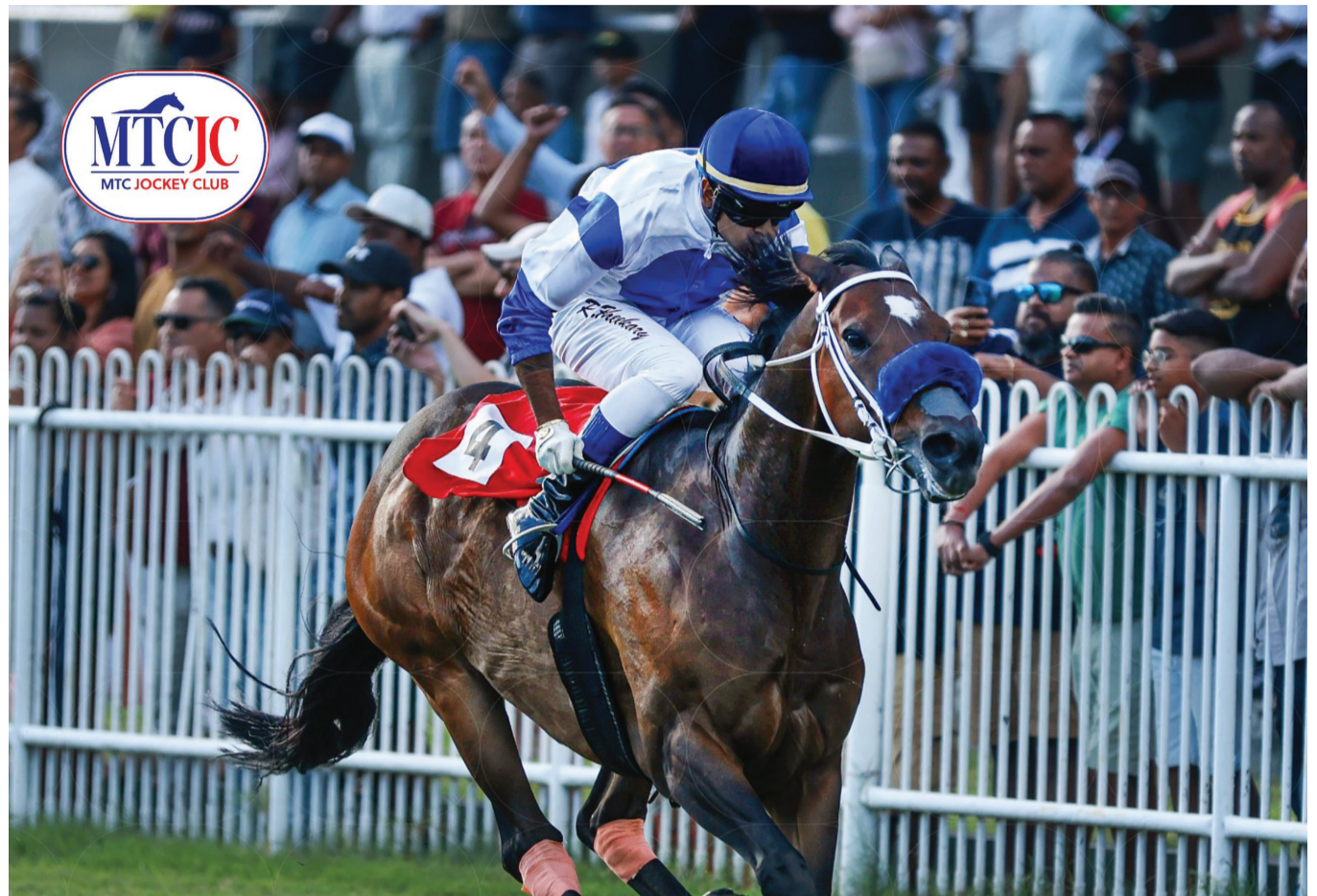
4e journée: Gujadhur en démonstration, Captain Mike sacré dans l'épreuve reine

La quatrième journée de la saison hippique, disputée ce samedi 23 mai au Champ de Mars, a offert un spectacle de haute intensité avec plusieurs arrivées disputées, des confirmations attendues et quelques surprises retentissantes. Mais au terme des sept épreuves au programme, un constat s'impose : l'écurie Gujadhur a éclaboussé cette réunion de toute sa classe grâce à un magistral triplé, tandis que Captain Mike s'est adjugé avec autorité les prestigieux Mazda Jinbai Ittai Championship Stakes. Dans le même temps, l'écurie Jevin Awotar et le jockey sud-africain Grant Van Niekerk ont également marqué cette journée de leur empreinte avec un remarquable doublé.

Brand New World lance la journée sur un coup de tonnerre

La réunion avait pourtant démarré sous le signe de la surprise avec le succès tonitruant de Brand New World dans la course d'ouverture. Peu en vue lors de ses précédentes tentatives, le représentant de l'écurie Samraj Mahadia, offert à une cote de 49/1, a créé une véritable sensation sous la selle inspirée de Rakesh Bhaugeerothee.

Alors que le grand favori Bugle Boy



semblait avoir les choses bien en main après avoir imprimé le train, celui-ci a commencé à plafonner à l'entrée de la ligne droite finale. Surgissant alors en pleine piste avec une impressionnante accélération, Brand New World est venu régler Kola Tonic pour offrir à son entourage une première victoire cette saison. Bugle Boy a dû se contenter de la troisième place, tandis que Trick Or Tequila a laissé son public sur sa faim.

New World ouvre le festival Gujadhur

Quelques minutes plus tard, l'écurie Gujadhur allait entamer sa démonstration. Favori logique de la deuxième course, New World n'a pas déçu. Monté



avec beaucoup de confiance par Dinesh Sooful, ce fils de One World a évolué dans le sillage du meneur avant de passer à l'offensive à 400 mètres du but.

Une fois lancé, il s'est rapidement débarrassé de ses adversaires pour filer vers une victoire pleine d'assurance, permettant à l'écurie Gujadhur d'enregistrer un huitième succès cette saison. Grande Rosalie a bien conclu pour prendre la deuxième place devant Lingotto, alors que le nouveau venu Dance To The Sun a montré des moyens intéressants en terminant quatrième.

War Chariot confirme tout son potentiel

La troisième épreuve a permis à War



Chariot de confirmer tout le bien que l'on pense de lui.



Crédit photo: MTCJC

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Le pensionnaire de l'écurie Jevin Awotar a signé une deuxième victoire sur notre hippodrome avec une facilité déconcertante.

Encore dernier à l'entrée de la ligne droite, le favori a produit une redoutable accélération pour venir dominer l'outsider Stated, auteur d'une prestation très encourageante. Roman's Revenge, qui avait longtemps animé les débats, a fait preuve de courage pour conserver la troisième place devant le nouveau venu Salt 'N Peppa.

Avec cette nouvelle victoire, War Chariot confirme qu'il faudra désormais compter sérieusement avec lui dans les prochaines semaines.

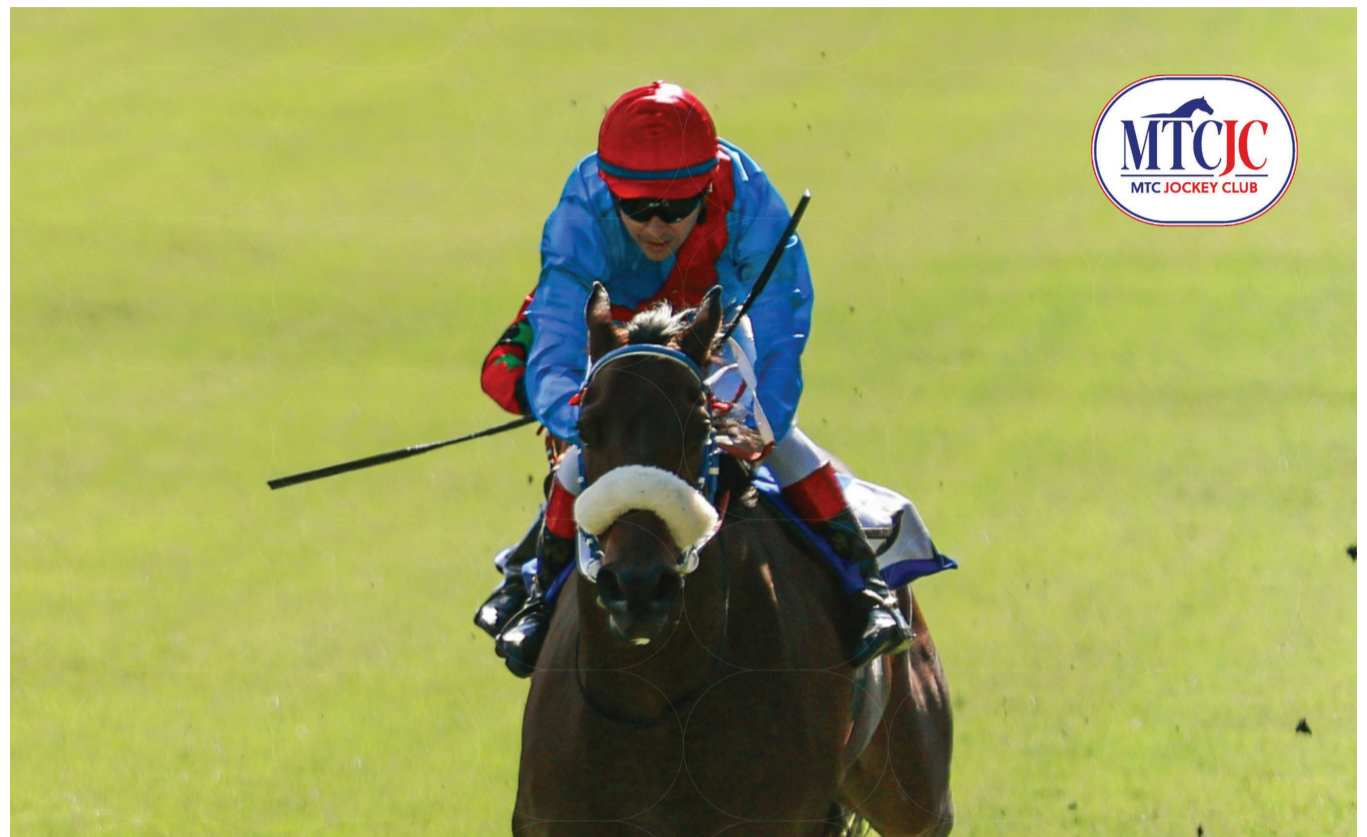
Blue Bay surgit au bon moment

Réduite à seulement cinq partants, la quatrième course n'en a pas moins offert une arrivée spectaculaire. Et une nouvelle fois, l'écurie Gujadhur a eu le dernier mot grâce à Blue Bay. Longtemps maintenu à l'arrière-garde par Raymond Danielson, le coursier a pleinement profité du rythme soutenu imposé par Captain Cola et Just Var avant de placer sa redoutable pointe de vitesse dans les 300 derniers mètres.

Blue Bay est ainsi venu ajuster Just Var aux abords du poteau après une lutte intense. Captain Cola, contraint de fournir un effort important en début de parcours pour prendre les commandes, a logiquement faibli dans la phase finale et a dû se contenter de la troisième place.

L'inarrêtable Crescent signe un septième succès d'affilée

Le clou du spectacle pour l'écurie Gujadhur est venu dans la cinquième course avec la nouvelle démonstration de Crescent. Véritable machine à gagner cette saison, le fils de Legislate a signé une septième victoire consécutive, dont une sixième sur 1365 mètres. Bien placé dès le départ, Crescent s'est



rapproché progressivement sous la monte très juste de Raymond Danielson avant de mettre la course à son compte dans la phase finale. Malgré le bel effort de Van Hunks, le favori s'est montré nettement supérieur. United Prince conserve la troisième place devant Tyrion Lannister. À noter également que le tapis numéro 3 a poursuivi son incroyable réussite lors de cette réunion, avec une cinquième victoire enregistrée sous ce numéro.

Captain Mike règne sur les Mazda Jinbai Ittai Championship Stakes

L'épreuve principale de cette quatrième journée a tenu toutes ses promesses avec la victoire pleine d'autorité de Captain Mike pour l'écurie Vincent Allet.

Retrouvant sa distance de prédilection après avoir été uniquement devancé par Crescent lors de sa dernière sortie, Captain Mike a cette fois retrouvé le

chemin du succès dans les Mazda Jinbai Ittai Championship Stakes.

Monté à la perfection par Robbie Bheekary, qui signe par la même occasion sa première victoire de la saison, Captain Mike a montré un tout autre visage tactique. Contrairement à ses habitudes, il a été monté avec patience derrière le meneur Smith And Wesson avant de produire son effort décisif dans les derniers mètres.

Malgré un parcours peu favorable à l'extérieur, il a trouvé les ressources nécessaires pour dominer William Rufus, auteur lui aussi d'une prestation très honorable. Smith And Wesson, après avoir longtemps animé l'épreuve, complète le podium devant Valyrian King.

Sound Of The Sea boucle la journée en beauté

L'écurie Jevin Awotar et Grant Van Niekerk ont clôturé cette journée en beauté grâce au succès de Sound Of The

Sea dans la dernière course.

Deuxième lors de sa précédente tentative, ce dernier bénéficiait cette fois d'un parcours idéal le long de la corde avant de faire parler sa pointe de vitesse finale. Très accrocheur, Summer Snow n'a cependant pu résister à l'ultime assaut du vainqueur. Zacatoo a terminé plaisamment pour arracher la troisième place devant Tsunami Warning.

Contrôles réglementaires renforcés

Sur le plan réglementaire, des prélèvements sanguins pré-course ont été effectués sur l'ensemble des partants. Des analyses post-course ont également été réalisées sur tous les vainqueurs ainsi que sur Lingotto, Danilo Danilovitch, William Rufus et Smith And Wesson. Tous les jockeys ont satisfait aux tests d'alcoolémie, tandis que des échantillons d'urine ont été prélevés sur Nabeel Batchameah, Roberto Perez et Giovanni Santos pour analyse.



Selvom Mootien : « Derrière chaque cheval, il y a une histoire humaine »

Consultant en psychologie, conseiller d'orientation et entraîneur hippique, Selvom Mootien possède un parcours hors du commun. Derrière l'homme de courses se cache avant tout une personnalité profondément humaine, marquée par une enfance difficile, des sacrifices familiaux et une passion inébranlable pour les chevaux. À la tête du Mootien Racing Stable, il avance aujourd'hui avec une philosophie simple : les courses ne se résument pas uniquement aux victoires, mais aussi aux histoires humaines qui se construisent autour de chaque cheval.

Né et élevé à Lallmatie dans des conditions modestes, Selvom Mootien n'a jamais oublié ses racines. Jusqu'à l'âge de 14 ans, il grandit dans une maison d'une seule pièce où la famille apprend à vivre avec très peu. Malgré les difficultés, il garde le souvenir d'une enfance simple, faite de matchs de football improvisés avec les voisins et de moments de solidarité familiale.



Mais derrière ces souvenirs se cachent aussi des périodes beaucoup plus douloureuses. Très jeune, il est confronté à l'alcoolisme de son père et aux violences qui frappent régulièrement le foyer familial. Avec son frère aîné, il doit parfois intervenir pour protéger sa mère. Pourtant, loin de nourrir la rancœur, il garde aussi le souvenir de ces nuits où, avec patience, il partait chercher son père afin de le convaincre de rentrer à la maison.

Ces expériences difficiles ont profondément forgé son caractère et sa vision de la vie. Aujourd'hui encore, il considère que les épreuves traversées durant son enfance lui ont appris la résilience, la patience et surtout l'importance des relations humaines.

Marié et père de deux enfants, un garçon et une fille, il considère désormais sa famille comme « l'épine dorsale » de son existence. Une stabilité essentielle pour celui qui vit aujourd'hui pleinement sa passion pour les courses hippiques.

Une passion née au Champ de Mars

L'amour des chevaux remonte à ses années de collège. Très tôt, il développe une fascination pour les courses hippiques. Avec ses amis, son voisin Ravi et son neveu Jovissen, il passe des heures à analyser les performances des chevaux, les tactiques de course et les stratégies des jockeys. « Cela fait maintenant plus de 32 ans que je vis les courses de très près », explique-t-il.

Son premier souvenir du Champ de Mars reste d'ailleurs gravé dans sa mémoire. Il se rappelle encore de cette journée passée avec son père et un ami de ce dernier. « Je me souviens même du nom d'un cheval ce jour-là : Air Ace », raconte-t-il avec émotion.

Pendant longtemps, il reste un passionné qui observe les courses de l'extérieur. Mais tout change avec l'arrivée d'un cheval qui marquera profondément son parcours : « Amandla ». « À partir de ce moment-là, les choses ont pris une autre dimension », avoue-t-il.

Les chevaux qui changent une vie

Les débuts dans le monde hippique ne sont pourtant pas faciles. Son premier cheval, « Ice Emperor », lui laisse le souvenir d'une aventure compliquée. Mais ces premiers obstacles lui permettent aussi de mieux comprendre la réalité du métier.

Par la suite, « Amandla » et « Marula » vont transformer sa vision des courses. Le moment le plus marquant reste cependant celui où il doit prendre la douloureuse décision d'euthanasier « Marula ». Une épreuve qui le bouleverse profondément.

« Ce jour-là, je me suis promis d'aller plus loin dans ce milieu et d'obtenir ma licence d'entraîneur », confie-t-il. Cette douleur devient alors un tournant dans sa vie. Il décide de bâtir sa propre structure : le Mootien Racing Stable.

Aujourd'hui, il dirige son écurie avec une philosophie basée avant tout sur le respect du cheval et le bien-être des personnes qui gravitent autour de l'écurie. « Des chevaux heureux donnent le meilleur d'eux-mêmes. Et quand les propriétaires sont satisfaits, cela crée une bonne énergie autour de toute l'équipe », explique-t-il.

Construire une écurie avec patience

Comme beaucoup de jeunes entraîneurs, Selvom Mootien a dû relever plusieurs défis pour faire évoluer son écurie. Selon lui, le plus difficile reste

de bâtir un effectif compétitif tout en trouvant les bonnes personnes pour l'accompagner.

« Une écurie ne se construit pas uniquement avec des chevaux. Il faut aussi une équipe sérieuse, passionnée et qui partage la même vision », affirme-t-il. Même s'il estime être encore dans une phase de progression, il se montre confiant pour l'avenir.

Plusieurs chevaux ont marqué son parcours au fil des années, notamment « Back to Basics », « Danilo Danilovitch », « Whipping Boy », « Glawari » ou encore « Obsidian Star ». Mais « Amandla » conserve une place particulière dans son cœur.

Lorsqu'on lui demande quelles qualités il recherche chez un cheval, sa réponse traduit parfaitement sa manière de voir les choses. « J'aime les chevaux qui ont encore un potentiel caché. Réussir à révéler ce qu'ils ont réellement en eux est probablement la partie la plus passionnante de ce métier. »

Une vision humaine des courses

Pour Selvom Mootien, les courses hippiques restent avant tout une aventure humaine. Il accorde énormément d'importance à la relation entre propriétaire, entraîneur, jockey et cheval.

Sa collaboration avec Akash Aucharaz illustre parfaitement cette philosophie. « C'est une relation basée sur le respect et la confiance. Akash apporte énormément à l'écurie grâce à son professionnalisme », souligne-t-il.

En dehors des courses, il reste également un grand passionné de football, supportant fidèlement Liverpool FC ainsi que la sélection italienne. Mais son regard reste surtout tourné vers l'avenir du turf mauricien. Et malgré les difficultés traversées par l'industrie ces dernières années, il demeure optimiste. « Je pense sincèrement que les choses évoluent dans la bonne direction. Nous avons parcouru beaucoup de chemin en très peu de temps », estime-t-il. Son ambition est désormais claire : installer durablement le Mootien Racing Stable parmi les écuries les plus compétitives du pays dans les prochaines années.

Mais au-delà des trophées et des performances, Selvom Mootien reste fidèle aux valeurs qui ont façonné sa vie : l'humilité, la passion et les relations humaines. « Derrière chaque cheval, il y a une histoire humaine », conclut-il simplement.

Arsenal champion : la victoire de la persévérance

Après vingt-deux longues années d'attente, Arsenal F.C. est redevenu champion d'Angleterre. Le club londonien a décroché la Premier League 2025-2026, mettant fin à une disette qui remontait à l'époque mythique des « Invincibles » de 2003-2004. Pour toute une génération de supporters, ce titre ressemblait à une promesse sans cesse repoussée.

Cette fois, les Gunners ont tenu bon et l'histoire s'est enfin écrite en leur faveur. Le sacre d'Arsenal a été officialisé le 19 mai après le match nul de Manchester City contre Bournemouth (1-1), un résultat qui a rendu impossible tout retour des hommes de Pep Guardiola au classement. Ironie du destin, Arsenal n'avait même pas besoin d'être sur le terrain pour célébrer : les joueurs, réunis au centre d'entraînement, ont vu leur rêve devenir réalité à distance avant que les scènes de liesse n'envahissent le nord de Londres et les abords de l'Emirates Stadium.

Patience et abnégation

Ce triomphe n'est pas né d'un miracle, mais d'une lente construction orchestrée par Mikel Arteta. Arrivé en 2019 dans un contexte de doute, l'ancien capitaine du club a progressivement transformé Arsenal en une équipe disciplinée, mature et tactiquement redoutable. Après trois saisons terminées à la deuxième place, souvent accusée de craquer sous pression, l'équipe a finalement franchi le dernier palier. Ce titre ressemble autant à une récompense pour la persévérance qu'à une démonstration de caractère.

Forteresse

Sur le plan statistique, Arsenal a bâti sa domination sur un équilibre remarquable. À une journée de la fin du championnat, les Londoniens affichaient un bilan de 25 victoires, 7 matches nuls et seulement 5 défaites en 37 rencontres, pour un total de 82 points et une moyenne supérieure à deux points par match. Plus impressionnante encore, leur solidité défensive a constitué la pierre angulaire du succès : seulement 26 buts encaissés en championnat, soit environ 0,74 but concédé par rencontre. Cette rigueur a permis à Arsenal



de traverser les moments difficiles sans sombrer.

Réalisme

Car si certains champions écrasent leurs adversaires par une avalanche offensive, Arsenal a gagné autrement. L'équipe d'Arteta n'a pas toujours proposé un football spectaculaire, mais elle s'est montrée d'une régularité remarquable dans les matches serrés. Les victoires courtes, parfois 1-0, sont devenues une véritable marque de fabrique.

À Burnley, un succès minimaliste a rapproché les Gunners du sacre, tandis qu'un déplacement difficile à West Ham s'est soldé par une victoire précieuse grâce à un but tardif de Leandro Trossard et une intervention salvatrice de la VAR dans le temps additionnel. Ces détails, souvent invisibles dans le récit global d'une saison, font pourtant la différence entre un prétendant et un champion.

Rois des coups de pied arrêtés

Parmi les faits marquants de la saison,

l'efficacité sur coups de pied arrêtés mérite une mention particulière. Sous la supervision du spécialiste Nicolas Jover, Arsenal a transformé corners et phases arrêtées en armes fatales. L'équipe a inscrit un nombre record de buts sur corner et tiré profit d'une organisation collective redoutablement travaillée, au point de devenir une référence tactique copiée par plusieurs adversaires en Premier League. Cette capacité à débloquer des rencontres fermées a souvent été décisive.



Sans faute

L'autre symbole du succès londonien réside dans la discipline. Une statistique résume à elle seule le changement culturel opéré sous Arteta : Arsenal n'a reçu aucun carton rouge et n'a concédé aucun penalty durant la saison de Premier League. Dans un championnat réputé pour son intensité et sa brutalité physique, cette maîtrise émotionnelle témoigne d'une maturité nouvelle. Là où les précédentes versions de l'équipe perdaient parfois pied sous pression, celle-ci a appris à contrôler ses émotions.

Un collectif solide

Collectivement, plusieurs joueurs ont incarné cette progression. La stabilité défensive a reposé sur le gardien David Raya et une arrière-garde particulièrement solide avec Saliba et Gabriel. Au milieu, l'impact physique et tactique de Declan Rice a été immense, notamment dans le pressing et la récupération, éléments essentiels du style Arteta. Les recrues estivales, comme Martín Zubimendi ou Viktor Gyökeres, ont également renforcé la profondeur de l'effectif et permis à Arsenal de rester performant malgré les blessures et l'accumulation des matches.

Passation de pouvoir

Plus qu'un simple trophée, cette Premier League représente la validation d'un projet. Arsenal n'a pas seulement remporté un championnat : le club a prouvé qu'une reconstruction patiente, centrée sur la jeunesse, la rigueur tactique et une identité forte, pouvait renverser l'ordre établi. Dans une Angleterre dominée ces dernières années par Manchester City et Liverpool, les Gunners ont retrouvé leur couronne. Et à Londres, une question flotte désormais dans l'air : ce titre marque-t-il la fin d'une attente... ou le début d'une nouvelle dynastie ?

DIMANCHE 24 AU 30 MAI 2026

Premier League : une bataille totale pour l'Europe et la survie

La saison 2025-2026 de la Premier League s'apprête à livrer son verdict final ce dimanche, avec une ultime journée qui promet tension, calculs et drames jusqu'au coup de sifflet final. Si le titre est déjà revenu à Arsenal, plusieurs zones du classement restent sous haute tension : la course aux places européennes et le combat pour éviter la relégation rendent cette dernière journée particulièrement explosive.



Dans le haut du tableau, les places qualificatives pour les compétitions européennes demeurent l'enjeu majeur. Derrière les équipes déjà installées parmi l'élite, plusieurs clubs jouent encore leur avenir continental sur 90 minutes. Bournemouth, Brighton, Chelsea, Brentford et Sunderland figurent parmi les formations encore concernées par la bataille pour les tickets européens, dans un scénario où chaque but pourrait avoir des conséquences considérables.

Bournemouth rêve grand

La situation de Bournemouth attire particulièrement l'attention. Auteur d'une saison remarquable, le club peut encore sécuriser une place en Europa League, voire rêver d'un improbable scénario ouvrant les portes de la Ligue des champions selon les résultats croisés et les écarts de buts.

Il faudrait pour cela un scénario catastrophique à Anfield où Liverpool, actuellement cinquième, affrontera Brentford dans un match empreint d'émotion, avec le dernier match des légendes du club Mo Salah et Robertson. En face se dresseront deux autres anciens de Liverpool, Henderson et Kelleher, qui eux aussi rêvent d'Europe.

Brighton y croit

Brighton, lui aussi, garde l'Europe dans son viseur. Une victoire lors de cette dernière journée pourrait suffire à confirmer une qualification continentale, mais le club reste dépendant d'autres résultats pour déterminer s'il disputera l'Europa League ou une compétition inférieure.

Chelsea, habitué aux sommets, se ret-

rouve dans une situation inhabituelle : devoir batailler jusqu'au dernier souffle pour assurer sa présence européenne. Une absence du club londonien sur la scène continentale serait vécue comme un revers majeur après une saison irrégulière.

Impressionnant Sunderland

Brentford et Sunderland restent également en embuscade. Les deux formations savent qu'une victoire, combinée à des faux pas de leurs rivaux directs, pourrait transformer une saison déjà réussie en campagne historique. Sunderland, notamment, pourrait conclure un retour exceptionnel dans l'élite par une qualification européenne, un scénario presque inimaginable il y a encore quelques mois.



Mais si la bataille européenne passionne, le bas du classement pourrait offrir le suspense le plus cruel. Deux équipes connaissent déjà leur sort : Burnley et Wolverhampton évolueront en Championship la saison prochaine après une campagne décevante. La lutte se concentre désormais sur la dernière place synonyme de relégation.

Vaincre ou mourir

Tottenham et West Ham se retrouvent au cœur d'un duel inattendu et dramatique. Voir un club du standing de Tottenham jouer sa survie constitue l'un des grands chocs de cette saison.

Les Spurs abordent cette dernière journée avec leur destin entre leurs mains : une victoire leur assurerait le maintien. En revanche, un faux pas pourrait ouvrir la porte à un retournement de situation spectaculaire si West Ham obtient un résultat favorable.

Du côté des Hammers, l'équation est simple mais impitoyable : gagner et espérer. Après une saison marquée par une irrégularité chronique, West Ham doit non seulement faire le travail sur le terrain, mais également surveiller le résultat de Tottenham. Cette double pression rend la journée encore plus dramatique, chaque minute pouvant faire basculer le destin du club entre Premier League et Championship.

Entre émotion et réalité économique

Au-delà du simple enjeu sportif, la relégation représente un séisme économique et institutionnel. Descendre en Championship signifie des pertes financières massives, une

réduction des revenus télévisuels et souvent un profond remaniement de l'effectif.

Pour des clubs comme Tottenham ou West Ham, habitués à des ambitions européennes, un tel scénario aurait des conséquences immenses sur plusieurs saisons. Cette ultime journée de Premier League s'annonce donc comme un condensé de tout ce qui fait le charme du championnat anglais : de l'intensité, du suspense, des ambitions européennes et des drames sportifs. Certains clubs célébreront une qualification historique vers l'Europe, tandis que d'autres vivront la douleur d'une descente.

Une certitude demeure : dimanche, chaque but comptera, chaque arrêt pourrait tout changer, et l'Angleterre du football retiendra son souffle jusqu'au dernier instant.



Europa League : Sacré Villa !

Quarante-quatre ans après avoir touché les sommets du football européen, Aston Villa a renoué avec son glorieux passé en remportant la finale de l'Europa League face à Freiburg sur le score sans appel de 3-0 à Istanbul. Une victoire historique qui porte la signature d'un homme : Unai Emery, devenu un peu plus la référence absolue de cette compétition avec un cinquième sacre continental en Europa League.

Face à une équipe de Freiburg qui disputait la plus grande rencontre de son histoire, les Villans ont livré une prestation d'une maîtrise impressionnante. Solides défensivement, organisés tactiquement et redoutables dans les transitions, les Anglais ont rapidement imposé leur rythme avant d'assommer leurs adversaires grâce aux réalisations de Yuri Tielemans, Emiliano Buendía et Morgan Rogers.

Cette finale a confirmé ce qui se dessinait depuis plusieurs mois : Aston Villa est redevenu un club capable de rivaliser avec les meilleures équipes européennes.

Emery, le roi de l'Europa League

Au cœur de cette renaissance se trouve Unai Emery. Arrivé dans un club encore marqué par l'instabilité et des ambitions contrariées, l'Espagnol a progressivement transformé Villa en une machine compétitive. Son influence dépasse largement les résultats.

Avec une rigueur tactique remarquable, un sens aigu de la gestion du groupe et une immense expérience de la scène européenne, Emery a redonné une identité forte à une équipe qui semblait encore récemment loin des sommets. Son cinquième trophée en Europa League renforce davantage son statut de véritable "roi" de la compétition.

Une saison qui restera dans l'histoire

La saison 2025-2026 d'Aston Villa restera comme l'une des plus mémorables de son histoire récente. En championnat, le club a confirmé son statut parmi les meilleures formations anglaises tout en réalisant un parcours européen impressionnant. Deuxième de la phase de ligue d'Eu-



ropa League, Villa a ensuite éliminé Lille, Bologne et Nottingham Forest avec autorité pour atteindre une première finale européenne depuis 1982. Cette campagne a démontré une régularité nouvelle, symbole du travail méthodique instauré par Emery depuis plusieurs saisons.

Au-delà du trophée, ce succès marque également la fin d'une attente de trente ans sans titre majeur et le retour d'un géant endormi sur la scène continentale. Pour les supporters des Villans notamment le prince William, présent dans les tribunes cette nuit d'Istanbul représente bien plus qu'une simple victoire : elle symbolise l'aboutissement d'un projet patient et ambitieux.

Guardiola sur le départ ?

Le football anglais s'apprête peut-être à tourner l'une des pages les plus importantes de son histoire récente. Après dix années passées sur le banc de Manchester City, Pep Guardiola pourrait quitter le club mancurien, mettant un terme à une aventure qui a profondément redéfini les standards du football moderne.

Si aucune annonce officielle n'a encore été faite, plusieurs informations convergent vers un départ imminent du technicien catalan. Un événement qui représenterait bien plus qu'un simple changement d'entraîneur : la fin d'une véritable ère.

Arrivé à Manchester City en 2016 avec une réputation déjà immense bâtie au

avec une régularité rarement observée. FC Barcelona et au Bayern Munich, Guardiola avait pour mission de transformer un club ambitieux en puissance durable du football mondial. Dix ans plus tard, son héritage dépasse largement les attentes initiales. Sous sa direction, City est devenu une machine à gagner, dominant le football anglais

avec une régularité rarement observée.

Le bilan est vertigineux. Guardiola a conduit Manchester City vers plusieurs titres de Premier League, des coupes nationales et surtout une consécration historique en Ligue des champions, longtemps considérée comme le trophée manquant du projet mancurien. Son équipe a également battu de nombreux records, notamment une saison à 100 points en championnat, tout en imposant un style de jeu devenu une référence mondiale basé sur la possession, le pressing et la domination tactique.

Mais l'empreinte de Guardiola ne se résume pas aux trophées. Il a transformé la culture du club, développé des joueurs d'exception et imposé une identité footballistique immédiatement reconnaissable. Des stars comme Kevin De Bruyne, Rodri ou Erling Haaland ont évolué dans un système qui a maximisé leur potentiel tout en renforçant la domination collective.

Face aux rumeurs, le principal concerné s'est montré énigmatique. Guardiola a simplement déclaré être "l'homme le plus heureux du monde actuellement" sans réellement commenter son avenir, rappelant seulement qu'il lui reste encore un an de contrat. A-t-il voulu jouer la carte émotionnelle pour pousser son équipe vers la victoire mardi soir ? Ou le technicien espagnol envisage-t-il réellement de mettre un terme à l'aventure mancurienne ? Si tel était le cas, ce serait incontestablement la fin d'une époque pour le football anglais.



the
cube

BIG SPACE. BIG OPPORTUNITIES.

Discover spacious office spaces designed
to help your **business grow.**

Contact us
today for a visit!



Prime location
in **Ebene**



5982 3939

INSURE • PROTECT • EMPOWER



A NEW ERA OF
**INSURANCE
INNOVATION**

- **INSURANCE**
- **PENSIONS**
- **LENDING**
- **MICRO FINANCE**

For your present, future & beyond
602 3000 | nicl.mu

NIC